



2010 International Year of Biodiversity



JULIETTE BÉRARD (1911-2009)

When I joined the AAFI-AFICS Committee in 1986, I learnt two lessons very quickly: first, that the Association was the Bulletin; and second, that the Bulletin was Juliette Bérard.

She did not even have a desk in our overcrowded offices, but she was the motor that turned out the Bulletin. Editing was only one of her tasks; the job entailed many other responsibilities. Not least was the often difficult negotiations with the printing services of half a dozen different organizations. It needed the maintenance of friendly relations with busy officials who had their own priorities. Diplomacy, tact and unflappability were essential requirements.

Juliette's reign as editor spanned the move to the computer age. While we elderly members of the Committee struggled to cope, Juliette had, in addition, to keep up with new technologies in the various printing services.

If the Bulletin has not only survived but grown, it owes a great deal to Juliette Bérard's devotion, dedication and competence.

Aamir Ali

AU REVOIR, MA JULIETTE¹

Tu es partie sans bruit, comme ça! Je ne l'ai appris que deux semaines plus tard, comme un coup d'assommoir. Evidemment, j'ai le coeur serré. Tu es une des premières personnes que j'ai rencontrées lorsque j'ai commencé à travailler à l'AAFI. Tu m'as rassurée, encouragée. Tu m'as même dit, je m'en rappelle encore: "Il y a du travail, mais on fera de notre mieux!"

A cette époque, tu t'occupais entièrement du bulletin. C'était ton bébé, tu le chouchoutais, le bichonnais, le dorlotais dès le début et jusqu'à sa sortie de l'imprimerie. Tous les articles, les nouvelles, les renseignements partaient en vrac dans ton casier. Tu triais, relisais, donnais à traduire, arrangeais et mettais en page. C'est encore toi qui allais d'une organisation à l'autre pour le faire imprimer.

Quand approchait la date fatidique de l'envoi du bébé à l'imprimerie, on entendait dans le couloir ton trotinement qui se faisait plus rapide. La porte du bureau s'ouvrait et... "Il y a des corrections à faire, il faut que ce soit terminé aujourd'hui." Que répondre à cela ? Sinon "D'accord Juliette". Ce qui te caractérisait c'était ton optimisme, ton énergie et ton enthousiasme. Le parcours du Bulletin était parfois semé d'embûches, mais tu gardais ton calme et ta bonne humeur.

Je t'ai toujours admirée et je ne suis certainement pas la seule. Où que tu sois ma Juliette, je t'embrasse et je pense à toi.

Cosette Marrache



¹ Juliette Bérard est née le 4 septembre 1911 et nous a quitté le 27 septembre 2009. Elle est devenue membre de l'Association en 1971. Elue au Comité, elle était éditrice du Bulletin et d'autres publications de l'AAFI-AFICS jusqu'à sa « retraite » du Comité en 2002.

VOL. 69, NO. 1

Janvier – January 2010

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| EDITORIAL..... | 2 |
| ACTIVITES DU COMITE DE L'AAFI-AFICS..... | 3 |
| L'IMPOSSIBLE RÉFORME DU CONSEIL DE SÉCURITÉ..... | 6 |
| DROITS DE L'HOMME ET ÉTHIQUE AUX NATIONS UNIES..... | 8 |
| DES OMBRES SUR CALVIN..... | 14 |
| MAMAN, EST-CE QUE LES BATEAUX ONT..... | 16 |
| ORDINATEURS POUR BÉBÉS !..... | 18 |
| PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS..... | 20 |
| NOUVEAUX MEMBRES..... | 42 |
| CHANGEMENTS D'ADRESSE..... | 43 |
| ILS NOUS ONT QUITTES..... | 45 |

Table of Contents

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| EDITORIAL..... | 22 |
| NEWS FROM THE AAFI-AFICS COMMITTEE..... | 23 |
| THE IMPOSSIBLE REFORM OF THE UN SECURITY COUNCIL..... | 25 |
| HUMAN RIGHTS AND ETHICS AT THE UNITED NATIONS..... | 28 |
| ANYONE FOR SHAKESPEARE?..... | 33 |
| ANOTHER SIDE OF CALVIN..... | 34 |
| CRUISING DOWN THE RIVER ... | 36 |
| OF CABBAGES AND KINGS..... | 38 |
| COMPUTERS FOR BABIES..... | 39 |
| HUMOUR..... | 40 |
| BOOK REVIEW..... | 41 |
| NEW MEMBERS..... | 42 |
| CHANGES OF ADDRESS..... | 43 |
| THEY HAVE PASSED AWAY..... | 45 |

Coordonnées de notre assistante sociale : Nana Leigh

Présente au Bureau les lundis, mardis et mercredis matin. Bureau C-500 (ONU), Tél : +41 (22) 917 3519.

Son activité l'appelant à de fréquents déplacements, vous pouvez aussi utiliser son téléphone portable pour la joindre : n° +41 (76) 397 50 89 ou son courriel à afics-social@unog.ch.

Contact information for our social welfare officer: Nana Leigh

On board on Mondays, Tuesdays, and Wednesdays A.M. Office C-500 (UNOG), Tel: +41 (22) 917 3519.

As she is often on the move, callers may also reach her via her Swiss mobile +41 (76) 397-5089 or by e-mail at afics-social@unog.ch.

AAFI-AFICS

Bureau A.265, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75

Banque UBS SA Genève: 240 128.594 LUT -- Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5

E-mail: aafi-afics@unog.ch

Site internet (français): afics.unog.ch/aafi.htm, Web (English): afics.unog.ch/afics.htm

EDITORIAL

« Si vous détruisez la fonction publique internationale, vous détruisez les Nations Unies »

(Dag Hammarskjöld)

2009 a marqué le 90ème anniversaire de la création de la fonction publique internationale et, pour célébrer cet anniversaire, l'Association a publié un Rapport commémoratif spécial (le Rapport est disponible sur demande – voir détails en page 3).

Il est courageux l'ancien fonctionnaire international qui proclamera que 1919 est l'année où est née la fonction publique internationale. Réunissez un groupe de ces anciens fonctionnaires et vous assisterez à un débat serré sur les dates auxquelles sont apparues les organisations multinationales et leur personnel. Certains désigneront l'année 1865 (l'Union télégraphique internationale), d'autres 1873 (l'Organisation météorologique internationale), d'autres encore 1874 (l'Union postale universelle).

Une autorité réputée assure que c'est au Congrès de Vienne (1814-1815) que l'on vit le premier secrétariat international au travail. Cette autorité – auteur de nombreux ouvrages sur le sujet¹ – n'est autre qu'Yves Beigbeder, membre de notre Comité. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir pris la responsabilité de rassembler des contributions et d'avoir préparé la publication du Rapport commémoratif.

Revenons à la date de création de la fonction publique internationale. D'une façon générale, tout en admettant que ce fut le résultat d'une évolution, on s'accorde à reconnaître que le passage des secrétariats techniques multinationaux à la fonction publique internationale a constitué une étape déterminante. Ce fut l'aboutissement de la conclusion identique à laquelle étaient parvenus le Secrétaire général de la Société des Nations, Sir Eric Drummond, et le Directeur du BIT, Albert Thomas, à savoir qu'une organisation internationale, pour fonctionner, devait avoir la confiance des Etats membres ; et qu'elle ne pouvait attirer cette confiance sans un secrétariat dont l'indépendance à l'égard des pressions et des prises de position nationales fut visible.

Ce principe a été incorporé dans le Règlement du personnel de la Société des Nations, la Charte des Nations Unies et les Constitutions de toutes les autres organisations qui composent le système des Nations Unies. Il exige que le personnel ne « sollicite ni ne recherche d'instructions d'aucun gouvernement ni d'autorité extérieure à l'organisation. » Il enjoint aux Etats membres « de respecter le caractère exclusivement international (...) du personnel et de ne pas chercher à (l')influencer dans l'exécution de (ses) tâches. »

Même à notre cyber-époque, où les « vieilles » idées sont complètement remises en question par ceux qui nous ont remplacés comme fonctionnaires internationaux, il est exclu que soit écarté ce principe fondamental si les Organisations doivent continuer à remplir leur mandat au service des peuples du monde entier.

L'intégrité demeure le ciment de nos Organisations.

De plus, ce principe sous-tend nos règlements du personnel, nos codes de conduite et, non la moindre, notre politique commune de rémunération qui stipule qu'il ne doit y avoir aucune différence de salaire en fonction de la nationalité et que les niveaux de rémunération soient suffisants pour attirer des membres du personnel originaires de pays où les niveaux des salaires sont les plus hauts.

Georges Noblemaire, père du célèbre principe Noblemaire, est parvenu à cette conclusion en 1921, dans le sillage des préoccupations de Drummond et de Thomas. Il est intéressant de noter que la Commission Noblemaire a formulé ses conclusions un peu à contrecœur : « Nous reconnaissons que (alors la moyenne générale est élevée) les salaires que nous proposons sont fondés sur ceux des fonctions publiques les

¹ Comptes-rendus de la Deuxième Assemblée de la Société des Nations, Annexe 2, para.18 (mai 1921).

mieux payées dans le monde (...). Si des salaires plus bas devaient être offerts, il serait impossible de trouver (...) des services (...) du niveau requis »¹

Qu'est-ce que tout ceci a à voir avec nous ?

Eh bien, pour paraphraser Hammarskjöld : si la fonction publique internationale ne se maintient pas en bonne santé, l'œuvre du Système des Nations Unies mourra.

Nous sommes les gardiens de cette fonction publique internationale ; nous en comprenons la complexité, le besoin d'honnêteté et de transparence dans la prise des décisions et, de temps en temps, dans le cadre d'un environnement politique soigneusement équilibré, la nécessité de prendre des mesures impopulaires et controversées, au mieux des intérêts des Organisations. Nous devons maintenir les principes sur lesquels cette fonction publique est fondée et continuer à en rappeler l'importance au cours de nos contacts officiels et officieux avec ceux qui sont les acteurs principaux sur la scène internationale.

Roger EGGLESTON
(traduit par J-J.Chevron)

Rapport Commémoratif/Commemorative Report

Un rapport spécial pour commémorer le 90^{ème} anniversaire de la création de la fonction publique internationale (la Société des Nations et le OIT) a été rédigé par l'AAFI-AFICS et sera disponible en anglais OU en français auprès de :

AAFI-AFICS, Bureau A 265, Palais des Nations, CH-1211, Genève 10

Email/Courriel (s) : aafi-afics@unog.ch Telephone/Téléphone : +41 22 917 3330

Prière de nous indiquer dans quelle langue vous voulez le recevoir quand vous passez votre commande.



ACTIVITES DU COMITE DE L'AAFI-AFICS

La bonne nouvelle est que de manière soudaine et inattendue nous avons quitté les bureaux étriqués du cinquième étage pour de plus spacieux bureaux, bien situés pour les visiteurs, c'est-à-dire sous la Salle des Pas perdus du Palais des Nations, entre les portes 13 et 15. Le numéro de bureau de l'AAFI-AFICS est maintenant **A-265**, où vous serez en mesure de nous trouver le matin du lundi au vendredi entre 10 et 12 heures. Nous serons heureux de vous y rencontrer.

¹ Comptes-rendus de la Deuxième Assemblée de la Société des Nations, Annexe 2, para.18 (mai 1921).

En septembre, le Comité s'est réjoui d'accueillir à sa réunion Mary Johnson, Présidente de l'AAFI en Australie, qui venait de présider la 38^{ème} réunion de Conseil de la FAFICS. L'AAFI australienne a quelque 250 adhérents, répartis sur un vaste territoire. La plupart des contacts s'effectuent par téléphone et courrier électronique mais les sujets principaux qui intéressent les membres sont, comme dans la majorité des pays, ceux concernant les pensions, la fiscalité et l'assurance maladie après la cessation de service

Le Comité a également eu un certain nombre de discussions durant ces derniers mois sur ces sujets. Après la pause de l'été, la Commission Santé et le groupe sur la fiscalité ont et auront des rencontres. Nous savons combien les progrès en ces domaines sont peu rapides. Les membres du Comité reçoivent aussi de nombreuses demandes, il n'est donc pas facile parfois de satisfaire chacun et même de répondre promptement à toutes les questions qui nous parviennent par courrier électronique par exemple.

Le Bureau est en train de préparer le programme de l'an prochain et espère organiser un séminaire sur les 'Testaments et Successions' vers la fin du printemps ou au début de l'été. L'Assemblée générale annuelle se tiendra au BIT le **mardi 13 avril 2010**.

Rappel à nos adhérents annuels : le montant de l'adhésion annuelle est de CHF 35.-, somme dont il faut s'acquitter en janvier de chaque année. Elle peut être réglée par bulletin de versement (compte 12-7881-5) ou versée sur le compte bancaire à l'UBS (IBAN CH66 0024 0240 1285 94 LUT).

Les Certificats d'ayant-droit sont maintenant arrivés ou arrivent. Veuillez ne pas oublier de signer et dater votre certificat et de le retourner à la Caisse commune des Pensions. Ne le laissez surtout pas s'égarer dans la pile des « choses à faire ».

Elisabeth BELCHAMBER

(Traduit par C. Kind)

SECTION DES ANCIENS DU BIT

La Section des anciens fonctionnaires du BIT vient de nommer M Ivan Elsmark pour la représenter auprès du Comité de l'AAFI-AFICS.

SECTION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES DE L'UIT

La Section des anciens fonctionnaires du l'UIT s'est constituée en « Association » le 17 novembre 2009 suite à l'approbation de ses nouveaux Statuts par son assemblée générale annuelle.

'CARREFOUR INTERNATIONAL' À LA CITÉ SENIORS DE GENÈVE

Les rencontres du mercredi matin connues sous la dénomination "Carrefour international" ont débuté le 16 septembre 2009. Elles sont le fruit de l'étroite coopération entre l'AAFI-AFICS et Cité Seniors, un centre établi par la Ville de Genève pour promouvoir le bien-être des aînés. L'AAFI-AFICS organise ces rencontres tandis que Cité Seniors a généreusement offert le lieu d'accueil.

Actuellement, le Carrefour international se réunit tous les mercredis au siège de Cité Seniors de 9h 30 à 11 h 30. Il est destiné aux anciens fonctionnaires internationaux résidant à Genève et leurs amis. Le but est de permettre aux personnes de maintenir ou de nouer de nouvelles amitiés, de stimuler des échanges sur des sujets d'intérêt commun et de permettre à l'Assistante

sociale, ainsi qu'aux membres du Comité de l'AAFI-AFICS de les fournir des renseignements pratiques sur les services sociaux et diverses questions administratives.

Cité Seniors est située au 62 rue de Lausanne, au cœur du quartier des Pâquis, non loin de la Gare Cornavin. Bien que promouvant des informations sur et pour les aînés, elle est ouverte à tous; de nombreux jeunes profitent des lieux. Cité Seniors met à disposition une bibliothèque, des ordinateurs, des ateliers d'informatique et d'autres cours à prix modique; elle organise des manifestations culturelles gratuites intéressantes (conférences, débats, représentations musicales). C'est un endroit agréable et accueillant, idéal pour nos rencontres.

Le Comité avait pensé que nos membres apprécieraient cette nouvelle activité permanente. Malheureusement, le nombre initial de participants est décevant et ceci malgré l'avis favorable de ceux et celles qui ont assisté aux rencontres.

Début 2010, l'AAFI-AFICS reverra les horaires et la fréquence du Carrefour international et le Comité tiendra les membres au courant de la suite donnée.

Rosie LEWIS

JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES ÂGÉES

Un colloque intitulé «Insécurité sociale: entre Pauvreté, Maltraitance et Discrimination – Etat des Lieux et Réponses» s'est déroulé à l'Université de Genève le 2 octobre 2009 dans le cadre de la Journée internationale des personnes âgées (célébré le 1^{er} octobre de chaque année).

Quelque 250 retraités genevois, ainsi que des organisations internationales situées à Genève ont participé au colloque.

Cet événement a été parrainé par la Ville de Genève ; ses principales organisations et institutions dont la mission est de représenter et de promouvoir les intérêts des personnes âgées ont participé. Roger Eggleston, Président de l'AAFI-AFICS, ainsi que Roger Fontana et Dev Ray, représentants de l'Association des anciens fonctionnaires de l'OMS, étaient responsables de la coordination de la Journée.

Pour Genève, les orateurs étaient la Cheffe du Service social de la Ville, le Conseiller d'Etat de la République et du Canton de Genève et le Chef du Département de la solidarité et de l'emploi, un représentant du Laboratoire démographique de l'Université de Genève, ainsi que la Cheffe de la Police genevoise. Ces personnes ont donné, entre autres, des explications sur le rôle de la ville pour favoriser la sécurité des aînés, un regard historique sur la sécurité sociale à Genève, des informations sur l'insécurité économique et sociale en Suisse et en Europe, sur les crimes, délits et insécurité à Genève et sur les rapports et réponses de la police.

Une représentante du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies a identifié les droits humains encore mal respectés dans le cas des personnes âgées, et a souligné les mesures qui se mettaient progressivement en place pour améliorer leur sécurité et leur bien-être. Le Directeur du Département Vieillesse et Parcours de vie de l'OMS a parlé de la crise économique et de l'insécurité chez les seniors dans le monde.

Ensuite, Roger Eggleston a fait lecture d'un message du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon.

Les exposés ont été suivis par une pièce de théâtre interactive jouée par une troupe locale. La troupe a joué des scènes qui montraient un abus possible des personnes âgées. Elle demandait au public de commenter ces scènes et de les rejouer en montrant la bonne façon de traiter les personnes âgées. Les participants ont beaucoup apprécié ce « jeu » plein d'entrain qui amenait à réfléchir sur ce thème. Le colloque s'est terminé par un cocktail offert généreusement par la Ville de Genève.

Rosie LEWIS



L'IMPOSSIBLE RÉFORME DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le 19 février 2009, l'Assemblée générale des Nations Unies a lancé de nouvelles négociations pour la réforme du Conseil de Sécurité, après de nombreuses années de vains efforts, dus en partie à des rivalités régionales, et en partie aux craintes des membres permanents de perdre leur statut ou de voir leur pouvoir diminué par de nouveaux membres permanents.

Rendre le Conseil de Sécurité plus représentatif

Réformer le Conseil de Sécurité signifie généralement le rendre « plus représentatif » en ajoutant plus de membres permanents et non permanents. Il est actuellement composé de cinq membres permanents avec droit de veto – Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni et Russie, – et dix membres non permanents, élus pour deux ans, et non immédiatement rééligibles. Les dix sièges soumis à élection sont répartis comme suit : cinq pour l'Afrique et l'Asie, deux pour l'Amérique latine, un pour l'Europe de l'Est, et deux pour l'Europe de l'Ouest et autres Etats.

Reflétant la structure politique de 1945, les membres permanents du Conseil de Sécurité ne donnent pas maintenant une image satisfaisante du monde actuel, sur des bases politiques, militaires, économiques, taille de la population, ou des bases régionales. Pendant les années 1950 et 1960, beaucoup de nouveaux membres ont rejoint l'ONU, principalement des pays nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie. En 1965, le nombre des membres non permanents a été augmenté de six à l'origine à dix.

Pendant la Guerre Froide, la confrontation Est-Ouest a handicapé le travail du Conseil. A la fin des années 1980, le Conseil a repris de l'importance en s'engageant dans des conflits dans différentes régions du monde, en autorisant le déploiement de forces de maintien de la paix, en créant des tribunaux pénaux internationaux, en autorisant, parfois, l'utilisation de la force militaire conformément au Chapitre VII de la Charte (Article 42).

Ajouter de nouveaux membres au Conseil de Sécurité requiert un amendement à la Charte des Nations Unies, processus lourd et lent : il exige la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée générale et la ratification par les deux tiers de ces membres y compris tous les membres permanents du Conseil de Sécurité. En d'autres termes, un quelconque des membres permanents peut bloquer tout changement de la Charte approuvé par l'Assemblée générale, en assumant que la majorité requise ait été obtenue à l'Assemblée sur une proposition approuvée, autre obstacle.

En 1992, une résolution de l'Assemblée générale a demandé aux membres de l'ONU de soumettre des propositions de réforme. Depuis lors, de nombreuses propositions ont été faites mais aucun accord n'a été atteint par les membres de l'ONU sur des propositions qui pourraient être soutenues par une majorité des deux tiers.

En 2004, le « Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement », nommé par Kofi Annan, a proposé un « grand marché » pour la réforme du Conseil de Sécurité, parmi de nombreuses autres propositions. Il a proposé deux modèles, A et B, pour augmenter le nombre de ses membres de 15 à 24 dans les deux cas. Le modèle A proposait d'ajouter six nouveaux membres permanents, mais sans droit de veto, et trois nouveaux sièges de membres non permanents élus pour deux ans. Le modèle B créait une nouvelle catégorie de huit membres, renouvelables tous les quatre ans, avec un nouveau membre non permanent et non rééligible. Aucun de ces deux modèles n'a été adopté.

Plusieurs groupes de pays ont fait des propositions séparées.

Le *Groupe des 4 (G4)*, Allemagne, Brésil, Inde et Japon, ont demandé des sièges permanents pour eux-mêmes au sein d'un Conseil de 25 membres. Cependant, ils ont des rivaux dans leur région : l'Italie s'oppose à la candidature de l'Allemagne, l'Argentine pourrait ne pas accepter celle du Brésil, ni le Pakistan celle de l'Inde. La Chine n'est pas très favorable à la candidature du Japon. Au-delà de ces rivalités, le groupe aurait besoin du soutien de l'Afrique.

Le Royaume-Uni et la France soutiennent la candidature de l'Allemagne, de manière à légitimer leur propre siège et pour alléger la pression (légitime de mon point de vue) à la fois au sein et en dehors de l'Union européenne pour qu'ils abandonnent leur propre siège en faveur de sièges communs de l'Union. Afin d'obtenir le soutien des membres permanents actuels, le G4 a accepté de ne pas demander le droit de veto pour au moins quinze années.

L'Administration du Président Obama est en faveur d'une augmentation de la composition du Conseil «dans la mesure où celle-ci ne diminuerait pas son efficacité », ce qui pourrait limiter le nombre de nouveaux membres.

L'Union africaine (53 membres) soulignent que leur continent est le seul sans siège permanent. Elle veut ajouter 11 nouveaux sièges : six sièges permanents, y compris deux pour l'Afrique avec droit de veto, et cinq sièges non permanents. L'Union considère que le veto devrait être accordé à tous les nouveaux membres permanents du Conseil, droit qui serait retiré graduellement dans une deuxième phase – suggestion évidemment inacceptable pour les membres permanents actuels.

Un autre problème pour l'Union africaine serait de décider quels pays africains seraient choisis pour des sièges permanents : l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Nigeria, le Soudan ?

Un groupe de pays de niveau moyen, dirigé par l'Italie et le Pakistan, demandent un Conseil de 25 membres avec dix nouveaux sièges non permanents. Ils s'opposent à la création de nouveaux sièges permanents.

Aucune de ces propositions n'a encore obtenu une majorité par consensus à l'Assemblée générale.

Réformer les méthodes de travail du Conseil de Sécurité

Beaucoup de membres de l'ONU sont plus intéressés à changer le mode d'interaction du Conseil à l'égard de l'Assemblée générale, ou en son sein, qu'à une augmentation de la composition du Conseil, processus plus important et difficile. Réformer les méthodes de travail ne demande qu'une simple résolution de l'Assemblée, et non un amendement de la Charte.

Depuis 1993, plusieurs initiatives ont été adoptées :

- annoncer publiquement le programme de travail quotidien du Conseil, et le programme mensuel provisoire ;
- rendre les projets de résolutions accessibles ;
- augmenter la visibilité des procédures du Comité des Sanctions concernant les opérations de maintien de la paix ;
- organiser des réunions entre le Conseil et les pays qui contribuent des troupes à ces opérations ;
- organiser des réunions de style « Arria », au cours desquelles un membre du Conseil pourrait inviter des experts ou des représentants de la société civile pour une discussion sans rapport officiel.

Allant plus loin (trop loin pour les membres permanents du Conseil), un groupe de cinq petits pays (dont la Suisse) a soumis un projet de résolution demandant au Conseil de consulter tous les Etats membres concernant ses résolutions, et que les cinq membres permanents expliquent chaque veto à l'Assemblée. Les cinq ont répondu que toute initiative de réforme des méthodes de travail devraient venir du Conseil de Sécurité lui-même.

L'impasse

Les nouvelles négociations commencées en février 2009 continuent, mais les oppositions et dissensions mènent, comme dans le passé, à une impasse. Ni les nouvelles puissances, maintenant admises au Groupe des 20, ni d'autres candidats n'ont été invités à rejoindre le club exclusif des membres permanents du Conseil de Sécurité. Ils se heurtent à l'opposition feutrée des membres permanents actuels, qui préfèrent le *statu quo*. D'autre part, il n'y a pas d'accord par consensus à l'Assemblée générale en faveur d'une solution magique qui permettrait une sortie de l'impasse.

Pour le Représentant permanent du Sri Lanka à l'ONU, « la réforme du Conseil de Sécurité peut être le mieux décrite comme l'un des échecs les mieux réussis dans l'histoire des Nations Unies ».

Yves BEIGBEDER

LISTE DES OUVRAGES DE YVES BEIGBEDER

1. « La représentation du personnel à l'Organisation mondiale de la Santé », Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1975
2. « Management Problems in United Nations Organizations : Reform or Decline ? », Pinter, London, 1987
3. "Threats to the International Civil Service: Past Pressures and New Trends", Pinter, London, 1988
4. "The Role and Status of International Humanitarian Volunteers and Organizations – The Right and Duty to Humanitarian Assistance", Kluwer/Nijhoff, Dordrecht, 1991
5. "Le rôle international des organisations non-gouvernementales", Bruylant, Brussels, 1992
6. « International Monitoring of Plebiscites, Referenda and National Elections – Self-Determination and Transition to Democracy », Kluwer/Nijhoff, Dordrecht, 1994
7. "Le contrôle international des élections", Bruylant, Brusses, 1994
8. « L'Organisation mondiale de la Santé », avec M. Nashat, M.-A. Orsini et J.-F. Tiercy, Presses Universitaires de France, Paris, 1995
9. « The Internal Management of United Nations Organizations : The Long Quest for Reform », Macmillan, UK/St.Martin's Press, USA, 1997
10. "L'Organisation mondiale de la Santé", PUF, Que sais-je ?, Paris, 1997
11. « The World Health Organization », with M. Nashat, M.-A. Orsini and J.-F. Tiercy, Martinus Nijhoff, 1998
12. "Judging War Criminals: The Politics of International Justice", Macmillan, UK and St. Martin's Press, USA, 1999
13. "Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés", PUF, Que sais-je ?, Paris, 1999
14. « New Challenges to UNICEF : Children, Women and Human Rights », Palgrave, UK and USA, 2001
15. "Judging Criminal Leaders: The Slow Erosion of Immunity", Kluwer Law International/Martinus Nijhoff, 2002
16. "International Public Health and Business: Patients' Rights v. the Protection of Patents", Ashgate, UK, 2004
17. "International Justice against Impunity, Progress and Defeats", Martinus Nijhoff Publishers/Brill, Leiden/Boston, 2005
18. "Judging War Crimes and Torture, French Justice and International Criminal Tribunals and Commissions (1940-2005): Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2006.
19. "From ILO Standards to EU Law, The Case of Equality between Men and Women at Work", Eve C. Landau and Yves Beigbeder, Brill/Martinus Nijhoff Publishers, 2008.



DROITS DE L'HOMME ET ÉTHIQUE AUX NATIONS UNIES

QUESTION NÉGLIGÉE : LES DROITS DES PERSONNES ÂGÉES¹

Les êtres humains sur la planète, vivent plus longtemps et en meilleure santé que jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité. Aujourd'hui, l'augmentation, en nombre et en pourcentage, des personnes âgées est visible partout dans le monde et dessine le profil d'une nouvelle humanité : on constate qu'il y a davantage de personnes âgées de 60 ans et plus que de jeunes de 15 ans et moins, ainsi qu'un nombre sans précédent de centenaires². De cette "révolution silencieuse" - souvent ainsi désignée - est apparue une

¹ Extrait des travaux du León Scientific Forum lors de la Conférence ministérielle sur le vieillissement de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (5.11.2007).

² À ce jour, le nombre total de centenaires dans le monde atteint 250'000. Au milieu de ce siècle on estime qu'aoé augmentera près de quinze fois, soit 3,7 millions de personnes.

nouvelle image du vieillissement et du grand âge, mais aussi de nouveaux comportements des jeunes générations et des personnes âgées elles-mêmes, devant la vieillesse. C'est ainsi que de nouvelles situations, allant du très grand âge à une société à quatre, voire cinq générations, ont fait surface, appelant à repenser l'application de la justice distributive ainsi qu'une nouvelle approche liée aux droits de l'homme. Nous examinerons brièvement ces problèmes pour analyser l'état de la question aux Nations Unies et suggérer quelques pistes.

Les droits des personnes âgées : une question négligée

A tous les niveaux – local, régional et international – les droits des personnes âgées ne sont pas pleinement reconnus, de sorte que leurs besoins particuliers sont sous-estimés et leur protection négligée. Le débat actuel porte principalement sur le besoin d'attirer l'attention sur la discrimination à l'égard des personnes âgées, les abus dont elles sont victimes, la violence dirigée contre elles : un phénomène mondial qui touche non seulement les victimes, mais aussi leurs familles et la société prise dans son ensemble.

Pour l'individu, cette situation a des conséquences sur le plan physique, psychologique et social et viole les droits fondamentaux de l'être humain.

Pour la société et la famille, la façon dont les personnes âgées sont traitées a des conséquences trans-générationnelles : les concepts implicites et explicites vie/mort, paix/violence et les images de la vieillesse sont connus pour leur impact sur les générations plus jeunes. Selon les derniers travaux sur les questions sociales et épi génétiques, l'expérience vécue des générations plus âgées entraîne des effets psychosociaux et culturels sur leurs descendants. Pourtant, ce phénomène reste inexploré aux Nations Unies.

Quoique des textes sur les droits des personnes âgées aient été adoptés dans certains pays ou certaines villes dans le monde, les droits de l'homme et le cadre éthique destinés à éliminer la discrimination, l'exclusion, les abus ou les traitements inéquitables dus à l'âge n'ont pas encore été traités au niveau international et, dans la plupart des cas, au niveau national non plus.

Nombreuses sont les situations où les personnes âgées font l'objet de discriminations et sont de plus en plus exclues – on appelle aussi cela l' "âgisme"¹, par exemple :

- (i) Travail : la discrimination dans l'emploi en fonction de l'âge;
- (ii) Société : discrimination et abus en matière de participation, stigmatisation des personnes âgées sous prétexte de leur poids pour la société ;
- (iii) Economie : appauvrissement croissant des personnes âgées, particulièrement des femmes, du fait de l'absence de filets de sécurité. L'absence ou l'insuffisance de sécurité sociale accroît le risque d'isolement, d'appauvrissement, et une insuffisance en protection de la santé pour les plus âgés.
- (iv) Technologies de l'information et de la communication : le "mode de vie technologique", en évolution rapide, crée une situation dans laquelle les générations plus âgées, élevées dans un contexte culturel différent, sont souvent exclues et séparées des autres par le "fossé numérique" qui les rend "numériquement sans abri". Les personnes âgées sont les premières victimes du développement d'un environnement qui a absorbé le "high tech" et la société tournée vers les jeunes.

En outre, les autres droits des personnes âgées, liés à des *situations particulières*, ne sont pas traités : ceux des personnes âgées handicapées, des travailleurs âgés pauvres, des migrants âgés, des réfugiés ou des personnes déplacées âgés, des victimes âgées des conflits, des guerres ou des désastres, des prisonniers âgés, des personnes âgées torturées ou maltraitées, etc ; sans oublier d'autres problèmes essentiels tels que l'égalité hommes-femmes dans la vieillesse, l'accès aux soins, le droit à la dignité, le respect des besoins culturels et spirituels jusqu'à la fin de la vie.

En 2002, pour la première fois, L'Organisation mondiale de la santé a publié son « Rapport mondial sur la violence et la santé »² contenant un chapitre sur la maltraitance des personnes âgées. Ce rapport met en lumière les besoins spéciaux en prévention pour les personnes âgées, en tant que groupe vulnérable,

¹ Le terme 'âgisme' est apparu dans les années soixante et désigne une discrimination envers une personne ou un groupe en fonction de l'âge, ce qui peut conduire à une stigmatisation du vieillissement et du groupe des personnes âgées.

² Rapport mondial sur la violence et la santé - 2002 : voir : <http://whqlibdoc.who.int/hq/2002/9241545615.pdf> ou composer ce titre sur Google.

plus exposés à l'isolement, la fragilité, aux maladies et même aux traitements médicaux, qui pourrait mettre en danger leur protection, de même qu'aux maltraitements pouvant aller des sévices sexuels au harcèlement psychologique ainsi qu'aux abus d'ordre économique comme le racket à l'héritage. Toutes sortes de mauvais traitements existent, mais certaines sont plus graves, plus fréquentes, ou encore inhérentes à un système structurel de maltraitance lié à une région et au contexte politique : les abus de droit liés à l'héritage de biens ont été dénoncés, spécialement au sein de sociétés frappées par des décès massifs (épidémies de SIDA ou conflits armés) ou des exodes de réfugiés.. Par exemple des survivants ont été privés de leur terre : les enfants ou les veuves - souvent ignorants en matière juridique - forment la plus grande masse des victimes et les moins capables de défendre leurs droits. D'autres formes de violence et de maltraitance vont du viol des femmes âgées à la négligence dans le domaine des soins et à la privation de la dignité en fin de vie.

Pourquoi les droits des personnes âgées ne sont-ils pas reconnus ? Elles ont des besoins spécifiques liés à la vieillesse, mais elles ont également besoin d'être autorisées à jouer leur rôle important dans la société, leur permettant d'apporter leur contribution à la cohésion socio-économique de cette dernière. En conséquence, leurs droits de citoyens et leurs autres droits doivent être assurés afin qu'ils puissent jouer ce rôle mais aussi assumer leur responsabilité de modèles en matière de comportement et de morale.

Nations Unies : où en sommes-nous ? Le cadre des Droits de l'homme

Ce n'est que récemment que les droits des personnes âgées ont commencé à être pris en compte au niveau international. Dans la Déclaration universelle des droits de l'homme¹ et les nombreux instruments internationaux², il y a de nombreuses références aux droits de tous mais sans mention spéciale des personnes âgées. Il n'y en a pas eu jusqu'à la Déclaration sur le progrès social et le développement de 1969 qui mentionne spécifiquement la vieillesse (Article 11). Il a ensuite fallu attendre jusqu'en 1982 pour que les Nations Unies adoptent, à Vienne, le premier Plan international d'action sur le vieillissement et en 1991, pour que l'Assemblée générale promulgue les Principes des Nations Unies pour les personnes âgées (Résolution 46/91) qui réaffirme la dignité et la valeur de l'être humain ainsi que le besoin d'égalité dans cinq domaines : indépendance, participation, soins, auto-suffisance et dignité.

Les premiers éléments importants en matière de normes juridiques internationales³ ont apparu en 1995 lorsque le Comité du Pacte international sur les Droits économiques, sociaux et culturels adopta **pour la première fois** le Commentaire général n°6 sur les Droits économiques, sociaux et culturels des personnes âgées (doc. E/1996/22, annexe IV). A ce jour (*au 5.11.07, date du présent article - NdIR*), c'est le seul document des Nations Unies qui se concentre sur les droits des personnes âgées, contenu dans l'ensemble des traités des Nations Unies consacrés aux droits de l'homme. Néanmoins, ce "Commentaire général" est considéré comme étant un texte neutre - "soft" law - sur le plan juridique dans la mesure où il n'est pas aussi contraignant que les traités internationaux destinés aux Etats qui ont ratifié le Pacte. En outre, bien que la question des droits des personnes âgées puisse être examinée dans le cadre de cet ensemble de traités dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité qui contrôle la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, n'a pas pour mandat de se concentrer sur ce problème puisque aucune disposition du Pacte ne reconnaît spécifiquement ces droits-là. Depuis lors, le Commentaire général n°6 a été rappelé en un certain nombre d'occasions, telles que :

En 1999, en adoptant le Cadre conceptuel, durant l'Année internationale des personnes âgées (doc. A/50/114)⁴.

¹ Il est intéressant de noter que la Déclaration universelle des droits de l'homme ne fait aucune mention de l'âge, ce qui peut être attribué au fait qu'au moment de sa signature, en 1948, la question du vieillissement de la population n'était pas identifiée comme un problème.

² Y compris les traités sur les droits, économiques sociaux et culturels et sur les droits civils et politiques, ainsi que la Convention sur toutes les formes de discrimination envers les femmes (Résolution 34/180 du 18 décembre 1979 de l'Assemblée générale des NU).

³ Les normes juridiques internationales, telles que le(s) Commentaire(s) général(iaux), sont constituées par l'interprétation des dispositions des Traités par les experts indépendants internationalement reconnus membres des Comités.

⁴ Ce document s'appuie sur le Plan et les Principes des NU pour les personnes âgées et définit quatre secteurs prioritaires :: (a) la situation des personnes âgées, (b) le développement individuel tout au long de la vie, (c) les relations entre les générations, (d) l'interrelation entre population, vieillissement et développement.

En 2002, la Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, réunie à Madrid, a adopté à l'unanimité une Déclaration politique et un Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement.

En 2006, la déclaration écrite conjointe des ONG à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (question 14d "groupes spécifiques et individus : autres groupes vulnérables et individus"), signée par vingt-quatre ONG¹ exigeant que soit nommé un rapporteur spécial pour traiter des droits des personnes âgées ainsi que la création d'une question spécifique de l'ordre du jour sur les droits des personnes âgées (E/CN.4/2006/NGO/93).

En 2007, La Déclaration du Forum scientifique de la Conférence ministérielle sur le vieillissement à León (MIPAA+5) exhorte les Etats membres à mettre en place un cadre plus solide pour les droits des personnes âgées ainsi que les droits intergénérationnels et, à cette fin : (i) désigner un Rapporteur au Conseil des droits de l'homme sur les négligences, les abus et les mauvais traitements dont sont victimes les personnes âgées, (ii) créer un groupe de travail au sein du Conseil des droits de l'homme en vue de rédiger une Convention sur les droits des personnes âgées et maintenir les questions relatives à l'âge à l'ordre du jour du Conseil, (iii) inclure systématiquement la problématique des personnes âgées dans toutes les directives éthiques internationales et de l'Union européenne.

Cependant, aucune action concrète n'a encore été entreprise aux Nations Unies sur les droits des personnes âgées ; même si l'on peut espérer que des institutions spécialisées comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) relèveront le défi de la protection des aînés.

- (a) **OMS** : La Constitution de l'OMS a ouvert la voie vers le droit à la santé mais, à nouveau, sans mentionner les personnes âgées de façon explicite. Elle définit la santé comme "un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité" et elle poursuit en affirmant que "la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain". La santé : ce droit de l'homme fondamental est renforcé par la législation internationale sur les droits de l'homme qui, au moyen de conventions internationales, protège spécifiquement certains groupes de population, comme les femmes et les enfants, mais ne contient pas de référence à l'âge ou aux personnes âgées.
- (b) **OIT** : Elle se trouve sur la même longueur d'onde en ce qui concerne les travailleurs âgés, bien que la Conférence internationale du Travail ait adopté en 1980 une Recommandation sur les Travailleurs âgés, et n'est pas particulièrement un défenseur acharné de leurs droits.

Bien que l'approche des droits de l'homme des Nations Unies s'élargisse progressivement dans tous les domaines, il n'en va pas de même pour l'étude des conséquences sur le progrès des questions relatives à la vieillesse et la longévité : cela va des Objectifs du millénaire pour le développement et de leur suivi, au Droit au développement pour tous les âges, ou au travail décent dans le cadre d'une vie allongée. Il est clair que tout ceci n'est pas suffisant pour que les droits et la protection des personnes âgées soient assurés ; ni pour que leur valeur et leur contribution à une société où la vie soit plus longue, soit reconnue.

Cadre éthique

Enfin, on trouve tout un secteur relatif à l'éthique et les droits de l'homme qui concerne la recherche, la pratique et la protection. Il existe un consensus international sur les directives ou les normes destinées à protéger les êtres humains contre les mauvais traitements ; ceci couvre également le mauvais usage de données et la mise en œuvre de certaines pratiques scientifiques (par exemple les directives éthiques biomédicales, ou encore les documents bioéthiques de l'UNESCO). Pourtant, il n'y a aucune référence aux conditions spécifiques à la vieillesse, de la recherche fondamentale sur les traitements ou les situations de fin de vie ; sur ce dernier point, peu d'accords existent, nationaux et internationaux. Il est urgent que le "facteur vieillesse" soit systématiquement pris en considération dans tous les aspects des travaux scientifiques, de la recherche fondamentale aux expériences cliniques, ainsi que leur application dans le privé comme dans le public. A moins que cela ne soit fait, les personnes âgées courent le risque de subir des traitements inappropriés, à haut risque, voire potentiellement mortels. Certains états propres à la vieillesse (par exemple, hétérogénéité, poly-morbidité, poly-médication, perte d'autonomie, incapacité

¹ Dont la FAAFI/FAFICS (Note de l'AAFI-AFICS).

mentale, entropie métabolique accrue, différences biologiques entre hommes âgés et femmes âgées) exigent des mesures urgentes pour inclure systématiquement dans toute directive internationale et de l'Union européenne une section sur l' "Éthique de la recherche en relation spéciale avec les personnes âgées", en collaboration avec les Comités des Forums nationaux d'éthique de l'Union européenne et d'autres régions.

Des directives éthiques internationales doivent être aussi progressivement adoptées pour protéger les soins de fin de vie, la réanimation, et aborder la question du suicide assisté. De telles directives impliquent une grande responsabilité. De nombreuses situations et processus de décision, tels que le suicide assisté ou la prolongation de la vie par des moyens technologiques, n'ont pas encore été étudiés ; leurs effets à long terme sur les survivants et la société prise dans son ensemble ne sont toujours pas élucidés, bien que des études scientifiques aient souligné l'influence perturbatrice des comportements suicidaires sur les générations suivantes. Aussi la prudence est-elle essentielle lorsque l'on entreprend de rédiger des directives éthiques pouvant avoir des répercussions sur la société entière : le monde scientifique porte la responsabilité de contribuer au transfert des connaissances dans la pratique, ainsi qu'à l'élaboration de politiques et de législations s'appuyant sur l'expérience.

L'absence, dans le domaine des droits de l'homme et de l'éthique, d'un cadre spécifique aux personnes âgées soulève de nombreuses questions. Par exemple, un consensus international sur des normes minima en matière de protection des droits de l'homme pour les personnes âgées est-il possible ? Des "Droits des personnes âgées" peuvent-ils être énoncés à l'échelon international et dans quelle mesure existe-t-il des éléments culturels particuliers ? Qu'y a-t-il de spécifique à l'état de vieillesse et les personnes âgées ont-elles besoin d'une protection particulière ou sont-elles suffisamment protégées par les normes existantes en matière de droits de l'homme et les traités ?

En dépit de l'importance et de la spécificité de la population âgée et du processus de vieillissement, la question des personnes âgées n'est pratiquement pas abordée par les institutions spécialisées et les programmes du système des Nations Unies. Tant que durera cette situation, les personnes âgées ne seront pas reconnues comme une véritable composante de la société.

Comment faire avancer les droits des personnes âgées ?

Au niveau des Nations Unies, la volonté politique des Etats membres est essentielle pour assurer le progrès. Des mesures cruciales pourraient être prises dans l'établissement de normes internationales sur les droits fondamentaux des personnes âgées :

- i) créer un nouvel instrument dans le domaine des droits de l'homme, tel qu'une Convention sur les personnes âgées ;
- (ii) faire référence, aussi souvent que possible, au Commentaire général n° 6, mentionné ci-dessus afin de renforcer la protection effective des droits des personnes âgées dans le contexte des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que des autres droits qui peuvent relever du Commentaire général n° 6 (par exemple, l'article 3 : égalité des droits entre hommes et femmes ; article 8 : droits relatifs au travail ; article 9 : droit à la sécurité sociale).

Bien que cela puisse paraître une ambition idéaliste, voire utopique, si des efforts patients en matière d'élaboration de normes et dans la pratique nationale remplissent les conditions de la loi internationale, il est permis d'espérer que les droits des personnes âgées deviennent une règle communément acceptée par les générations futures. Bien entendu, pour que cela se réalise, un instrument international pour la protection des droits des personnes âgées serait indispensable, impliquant la reconnaissance internationale de la portée de ces droits.

Des mesures plus modestes sont aussi importantes : les communautés politiques, scientifiques, juridiques et les ONG peuvent apporter des témoignages qui encouragent les gouvernements aux Nations Unies à placer les droits des personnes âgées en tête de l'ordre du jour international. Dans cette perspective, le Comité des ONG sur le vieillissement a soumis, en 2006, au Conseil des droits de l'homme, une déclaration écrite officielle demandant que trois actions soient entreprises¹ a) que la question des personnes âgées et du vieillissement fasse partie intégrante de tous les documents ; b) que les Droits des personnes âgées deviennent l'une des questions figurant à l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme ; c) qu'un

¹ Document CHR62nd/3/2/2006 – E/CN.4/2006NGO/93.

Rapporteur spécial sur les droits des personnes âgées soit nommé dès que possible pour suivre les rapports concernant les abus et les négligences à l'égard des personnes âgées et défendre leurs droits. Jusqu'à présent, rien n'a été fait par le Conseil des droits de l'homme pour donner une suite à ces trois demandes.

Au niveau européen, quelques progrès ont été réalisés. Actuellement, les Etats membres de l'Union européenne (UE) ont à mettre en œuvre les directives de l'UE dans le domaine de l'égalité de traitement et de discrimination, y compris la discrimination fondée sur l'âge, compte tenu du renforcement des droits fondamentaux et de la non-discrimination dans l'UE, né de la proclamation de la Charte des droits fondamentaux par le Conseil de l'Union le 7 décembre 2000 à Nice. L'Article 21 de la Charte, en effet, stipule qu' *"est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle (et) toute discrimination fondée sur la nationalité"*¹. Il est intéressant de noter que le premier domaine d'application de la Charte ayant été mis en œuvre avec succès est celui du travail : les directives de l'UE sur l'emploi et l'égalité ont inspiré de nombreuses législations sur la discrimination en fonction de l'âge dans différents pays (p. ex. l'Irlande en 1998, le Danemark en 2004, le Royaume Uni en 2006). Par ailleurs, plusieurs pays d'Europe ont adopté des textes législatifs contre la discrimination et pour l'égalité de traitement, ou adapté leur Constitution - ou sont sur le point de le faire (par exemple : Chypre, Allemagne, Danemark, Finlande, Grande Bretagne, Grèce, Lituanie, Pays-Bas et Suède). Les autorités de pays comme l'Allemagne, la Hongrie et l'Autriche sont acquises à la non-discrimination et à l'égalité de traitement. Chypre et l'Autriche ont désigné un médiateur pour l'égalité de traitement et s'apprêtent à mettre en place une administration chargée de veiller et de conseiller en matière de discrimination fondée sur l'âge². En dépit des efforts accomplis, les résultats demeurent encore hétérogènes entre les pays et les questions traitées et doivent être améliorés.

Les rapports sur cette question mettent en lumière les difficultés à mettre en œuvre des politiques fondées sur les droits. La leçon apprise des pays de la planète est que : a) la législation ne suffit pas pour modifier les comportements : les changements d'attitude eux-mêmes sont cruciaux, b) la législation peut aider à changer les attitudes si elle est combinée avec une formation des employeurs et d'autres politiques destinées à promouvoir des droits égaux en faveur des travailleurs âgés ; enfin que c) se débarrasser des politiques "âgistes" de l'emploi est une œuvre de longue haleine.

Pour conclure, on peut dire que les résultats obtenus pour faire valoir les droits des personnes âgées sont minces et que beaucoup reste à faire. Aucune convention internationale globale n'existe encore sur les droits des personnes âgées et aucun mécanisme de contrôle contraignant n'accompagne les divers textes contenant les principes des Nations Unies en ce domaine. C'est seulement par la volonté d'un réseau solide et par un engagement de notre communauté que nous pouvons préconiser que les droits, seuls, ne sont pas suffisants et qu'il est aussi important que nous disposions de mécanismes pour contrôler leur application et les protéger ; et que ces droits soient non seulement incorporés au départ dans les futures politiques et législations internationales et nationales, mais qu'ils fassent partie intégrante de tout système d'éducation qui les reconnaisse.

La grandeur d'une civilisation est souvent perçue par la façon dont elle traite ses aînés. Lorsqu'un nombre toujours plus important d'êtres humains vivent plus longtemps, la protection des personnes âgées et la protection de leurs droits n'est pas seulement une question de politiques publiques, mais de droits de l'homme fondamentaux et de dignité d'une civilisation. Une société où la durée de vie est longue rend nécessaires des droits de l'homme également durables qui optimisent la qualité de la vie de chacun et de tous, jusqu'à la fin de leurs jours.

Astrid STUCKELBERGER (*)

(Traduit par J-J. Chevron)

(*) Mme Astrid Stuckelberger a reçu un PhD de l'Université de Genève, Ecole de santé publique. Elle est membre du Ethics Review Committee à l'OMS ; présidente du Comité sur le vieillissement à l'ONUG ; membre de l'IAGG, Association internationale de gérontologie et de gériatrie, et de la SSG, Société suisse de gérontologie ; présidente du Réseau international sur le vieillissement de Genève (Geneva International Network on Ageing – GINA).

¹ 'Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne'. Rechercher le texte complet de la Charte sous ce titre sur Google

² Voir rapports nationaux à la Conférence ministérielle sur le vieillissement de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (www.unece.org/pau/age/conferenceonageing 2007).

DES OMBRES SUR CALVIN

Comme le mentionne Ita Marguet, dans son article publié dans le Bulletin de juillet « la Genève d'hier », Genève célèbre cette année Calvin. Soit, puisque toute la ville s'en réclame¹. Mais il y a quand même un goût amer qui transparait derrière le miel des paroles encenseuses.

En effet, que dire de la condamnation de Michel Servet² après sa dénonciation. Pour Michel Servet, Dieu est unique. Fort de cette constatation, le théologien rêve d'une Réforme radicale, dépassant celle de Luther et Calvin.



En 1553, alors qu'il est réfugié à Vienne, près de Lyon, il fait imprimer clandestinement « Le Christianisme restitué », dans lequel il nie formellement la divinité du Christ. A cette époque commence la querelle bien connue entre Michel Servet et Jean Calvin. Les deux théologiens avaient entretenu une correspondance dont il nous reste une trentaine de lettres. A la publication du Christianisme restitué, un proche de Calvin dénonce Michel Servet auprès de l'Inquisition (catholique) de Vienne et lui fournit des preuves. Michel Servet est arrêté. Il réussit à s'enfuir mais est condamné par contumace au bûcher et brûlé en effigie avec son livre.

Le Conseil (le gouvernement civil de Genève) lui intente un procès sur une plainte de Calvin. Sa condamnation à mort sera approuvée par la majorité des Eglises protestantes de Suisse. Cette sentence tombe alors que Calvin, luttant pour une réforme en profondeur des moeurs et des croyances, est en plein conflit avec le Conseil de la Ville. Dans ce contexte, la mise à mort de Servet permet au Réformateur de raffermir son autorité. C'est aussi l'occasion, pour les protestants genevois, de montrer qu'ils sont d'aussi bons chrétiens que leurs adversaires catholiques, capables d'orthodoxie et de fermeté sur les dogmes centraux. Les réformés cherchent à prouver la légitimité et la crédibilité de leur Eglise³

En 1903, afin de préparer le 400^{ème} anniversaire de la naissance de Calvin et éviter toute polémique⁴ une stèle a été érigée à Champel, sur l'emplacement du bûcher, avec ces mots : *«Fils respectueux et reconnaissants de Calvin, notre grand réformateur, mais condamnant une erreur qui fut celle de son siècle et fermement attachés à la liberté de conscience selon les vrais principes de la Réformation et de l'Évangile, nous avons élevé ce monument expiatoire».*

Nous pouvons aussi citer Bernard Cottret dans sa biographie de Calvin, le réformateur genevois était aussi un homme de son temps : ainsi, il céda à certaines superstitions de son époque, lorsqu'il accusa de sorcellerie certains habitants de la ville, lors de la peste qui ravagea Genève en 1545.

¹ En 1555, les Libertins furent battus et leurs chefs exilés ou exécutés, il n'y eut dès lors plus d'opposition au régime de Calvin. La voie était donc libre pour la réforme des moeurs. C'est alors que le nouveau régime protestant se stabilisa définitivement et Genève prit le surnom de "Cité de Calvin". Ce fut le triomphe du réformateur.

² Ce médecin de génie est né en 1509 ou 1511 en Aragon, à Villeneuve de Sigena (Espagne). Il est le premier à entrevoir le système sanguine (près d'un siècle avant l'Anglais Harvey).

³ Source. « Le Courrier », 25 octobre 2003

⁴ Selon le professeur Valentine Zuber (Michel Servet, entre mémoire et histoire), il s'agit surtout d'un opportun blanchiment, avant de célébrer le 400^{ème} de la naissance de Calvin, par le mur des réformateurs.

Calvin sans Luther ? Etait-ce possible ?

On l'oublie trop souvent mais c'est Luther qui a ouvert la voie du protestantisme : Lorsque Calvin arrive à Genève en été 1536, la ville est déjà largement acquise à la réforme. Il n'a donc pas pris part à la conversion de la cité elle-même.

Les idées réformatrices de Luther reposent vraisemblablement sur ses travaux sur les épîtres de Paul et son obsession du salut divin. Luther en est arrivé à se dire que l'homme doit accepter son état de pécheur, imparfait devant Dieu, ce qui n'empêche évidemment pas la pénitence. En revanche, vouloir résoudre le problème du péché par des indulgences, le plus souvent versées en argent, est pour lui une pratique incompatible avec la piété et une façon trop facile d'éluder les vrais problèmes.

Le 31 octobre 1517, Luther écrit à l'archevêque Albrecht de Mayence pour lui demander de ne pas cautionner l'indulgence décrétée par le pape Léon X pour la construction de la basilique Saint-Pierre et joint à sa lettre les *95 thèses* destinées à mettre en cause la doctrine des indulgences. Comme l'affirme son contemporain Philippe Melanchthon, le 31 octobre 1517 il aurait placardé sur les portes de la chapelle du château de Wittenberg ses "95 thèses" également appelées *Thèses de Wittenberg*, qui seront imprimées à la fin de l'année condamnant violemment la vente d'indulgences que pratiquait l'Église catholique, et plus durement encore les pratiques du Haut clergé - principalement de la papauté. Dès lors, cette controverse entre théologiens devient une affaire publique et politique. Luther est dénoncé à Rome par l'archevêque Albrecht. Le pape Léon X (de la dynastie Médicis) lui ordonne de se rétracter par la bulle pontificale *Exsurge Domine*, mais il la brûle en public et rompt avec Rome. Un an plus tard, commence contre lui un long procès qui aboutira à son excommunication. Ce procès, loin d'affermir le catholicisme, n'a fait qu'accélérer le processus de la Réforme, qui de toute façon aurait sans doute eu lieu, avec ou sans Luther. De plus, Charles Quint a d'autres sujets de préoccupation — il doit lutter contre l'invasion turque d'une bonne partie de ses territoires à l'Est. Luther est mis au ban de l'Empire — ce qui signifie que n'importe qui peut le mettre à mort impunément. Mais il dispose cependant, outre un appui populaire assez large, de divers appuis politiques, tels celui du landgrave de Hesse et surtout celui du prince-électeur de Saxe Frédéric III le Sage (1463-1525).

Bien que spontanément conservateur, et ne voulant pas qu'on se réclame du nom de luthérien mais de celui de chrétien, Luther est condamné à faire évoluer la nouvelle Église, dans un sens qui l'éloignera de plus en plus des traditions romaines. Il faut aussi la doter d'outils pédagogiques, ce qui sera fait en 1529 avec *Le Petit Catéchisme*, à l'usage du peuple, et le *Grand Catéchisme*, destiné aux pasteurs. Entre temps, de nombreux changements avaient déjà eu lieu : suppression de la plupart des sacrements — seuls sont conservés le baptême et l'eucharistie —, suppression des vœux monastiques et du célibat des prêtres, élection des pasteurs par des communautés locales, messe en allemand (1526) etc.



Martin Luther

Outre ses écrits il reste aussi de lui la musique :

Admirateur de la musique sous toutes les formes et compositeur de chants religieux, il introduit dans l'Église évangélique les cantiques à une ou deux voix, en langue vulgaire, chantés par l'assemblée des fidèles. Sous le nom de 'chorals', ces cantiques deviennent le centre de la liturgie protestante, et leur influence sur le développement de la musique allemande se fait sentir durant de longues années, si l'on pense à la place essentielle qu'ils occupent dans l'œuvre de Jean-Sébastien Bach.

Malgré tout, lui non plus n'est pas blanc comme neige dans toutes ses actions mais c'est une autre histoire.

Terminons cependant sur une note positive :

Bossuet a tracé un parallèle entre les deux routes et chefs de la Réforme, déclarant que « transportés par leurs succès, ils se sont tous deux élevés au-dessus de l'autorité des pères ». Bossuet, évêque catholique du XVIIe siècle, fait référence aux Pères de l'Église, des hommes comme Irénée de Lyon ou Augustin d'Hippone. Il était évident pour tous les réformateurs que c'était la Bible qui devait avoir la première place, et elle devait être diffusée à grande échelle et être accessible au plus grand nombre - ce qui favorisera l'alphabétisation des pays protestants.

Odette FOU DRAL



MAMAN, EST-CE QUE LES BATEAUX ONT...

Beaucoup se souviennent de cette chansonnette. Elle va me servir d'introduction pour présenter un ami qui a vécu une situation particulière dans le contexte de la seconde guerre mondiale. Ni héros, ni victime, mais un jeune homme qui a travaillé dans des conditions assez exceptionnelles et souvent méconnues.

A la fin d'une réunion du comité de l'AAFI, un petit livret bleu orné d'une croix suisse a aiguisé ma curiosité. Dans ce carnet, la photo d'un tout jeune homme, à peine 17 ans, en uniforme, la casquette inclinée légèrement sur le côté droit, le regard vif fixant l'objectif égaye des textes, des paragraphes, des tampons, rédigés en allemand. Mes connaissances de la langue de Goethe étant plus que limitées, Roger, puisqu'il s'agit de Roger, m'a fourni toutes les explications. Pour préserver la modestie de Roger, nous ne garderons que son prénom. Roger, qui a fait une partie de sa carrière professionnelle dans les organisations internationales ne voyait pas l'intérêt d'écrire sur cette période de sa vie. A force de persuasion, avec quelques amies, nous avons réussi à le faire changer d'avis.

L'Europe est déchirée par cette guerre insensée. Le 27 octobre 1941, Roger, suisse de mère française, s'inscrit pour devenir batelier de la flotte suisse sur le Rhin. Tout commence par un stage de quatre mois sur le bateau/école, le « Leventina » ancré à quai dans le port de Bâle. La discipline est semi-militaire, gymnastique à six heures du matin, maintenance de l'hygiène, nettoyage quotidien du pont, apprentissage de la menuiserie, de la mécanique, des gestes techniques pour les cordages, les filins, de la natation, enseignement des règlements maritimes, du code de la navigation sur le Rhin et ainsi que des consignes exceptionnelles dues à la guerre. Les élèves doivent apprendre à faire la cuisine pour le personnel embarqué et les invités éventuels.

La flotte suisse se compose de deux remorqueurs diesel, l'un le « Uri » de 3600 chevaux et le second, le « Zurich » de 2400 chevaux, des remorqueurs à vapeur, les « Bern », « Luzern », etc. et de nombreux chalands aux noms pleins de poésie, ainsi 21 de ces chalands portent le nom d' « Edelweiss » suivi d'un numéro d'ordre.

PV. Roger, après cette formation, sur quel bateau embarquez-vous ?

Roger. En tant qu'élève, le 4 mars 1942, je reçois ma première affectation sur le bateau citerne, le « Marignano », de 1500 tonnes, de 90 mètres de long par 11 de large. L'équipage se compose du capitaine, d'un matelot et de deux élèves marinières. Nous retrouvons bloqués à Dordrecht aux Pays-Bas après avoir transporté de l'essence. Mon camarade et moi-même sommes obligés de rentrer par le train. De Rotterdam à la Badische Bahnöf (gare de Bâle) notre voyage s'effectue en deux jours à cause des bombardements en ce mois de juillet 1942.

PV. Vous vous retrouvez donc sans bateau...

Roger. Pas longtemps, après une courte affectation, je me retrouve, pendant presque une année, sur le chaland « Edelweiss 15 » qui transporte du charbon entre l'Allemagne et la Suisse. Selon le niveau du Rhin, nous sommes obligés de nous arrêter à Strasbourg au lieu de rejoindre Bâle, port permettant de rentrer dans mon pays, terre de liberté. Je me retrouve ensuite au service du port, sur un ancien dragueur de mines, datant de la première guerre mondiale avec un capitaine et un machiniste, le « Unterwalden ». Nous allons chercher des péniches ou des chalands soit à Kembs en Allemagne, soit à Huningue sur le canal du Rhin où existaient encore des chemins de halage.

PV. Comment franchissez vous la frontière ?

Roger. J'apprends alors la patience. La « Wasserschütspolizie », la police fluviale allemande, par ses contrôles, nous fait attendre très longtemps dans la zone internationale. Les rapports sont bureaucratiques mais à peu près normaux, les fonctionnaires de police ne sont pas tous au parti nazi. D'ailleurs, devant survivre dans cette situation de guerre, du troc se fait, du pain, des pommes de terre, du beurre contre des cigarettes

PV : Et votre dernier voyage ?

Roger. En l'été 1944, il s'effectue sur le « Rabiusa », bateau à moteur. Pour la petite histoire, ces bateaux sont appelés les « Italiens » par les Allemands car ils portent tous des noms à consonance italienne. En août, nous allons chercher des briquettes de charbon à Veseling, à 20 km en amont de Cologne. Les troupes alliées et notamment américaines sont déjà là, les combats sont rudes et nous avons deux tués à déplorer lors d'une attaque aérienne. Les bombardements sont nombreux et deux bateaux citernes sautent sur des mines allemandes.

PV. Et votre vie quotidienne sur ces bateaux ?

Roger. Tout est réglé par les sons, soit des sifflets, soit des klaxons. Au moment où la cloche sonne le « Gotesnam » pour signaler que le convoi est prêt au départ, tout le personnel s'arrête et se découvre pour souhaiter bon voyage. Le drapeau suisse flotte au sommet des mâts et, étrangement, il est remplacé lors des navigations de nuit par une lanterne à pétrole alors que le black-out est total. Nous avons une carte d'alimentation spéciale car nous sommes considérés comme des travailleurs de force notamment lorsque nous travaillons au cabestan, roue difficile à faire tourner.

PV. Comment finissez vous cette période ?

Roger. Le niveau du Rhin a baissé de 12 mètres, les ponts et les écluses détruits, les rivages dévastés, les paysages apocalyptiques, les populations civiles fuient les horreurs de cette guerre démentielle. La circulation sur le Rhin est interdite, nous sommes regroupés, en Suisse, dans un camp que nous devons aménager et je donne ma démission en janvier 1945.

PV, Que tirez-vous de cette expérience ?

Roger. L'apprentissage de la patience, l'horreur des conflits, le respect des différences et je garde un optimisme mesuré même devant les errements de l'homme.

PV. Merci beaucoup Roger d'avoir partagé ces faits qui peuvent faire découvrir un aspect particulier de cette seconde guerre mondiale. Mais Roger, je suis persuadé que vous avez encore, dans votre mémoire, quelques souvenirs intéressant nos adhérents. Cependant, on ne sait toujours pas si les petits ou grands bateaux qui vont sur l'eau ont des jambes.

Roger. Cette information est réservée aux seuls mariniers, bateliers ou marins !

Pierre VANGELEYN à l'écoute de Roger.

ORDINATEURS POUR BÉBÉS !

Après mon dernier article sur l'informatique et les personnes âgées, imaginez ma surprise de voir que l'autre bout de la chaîne d'âge fait aussi l'objet de convoitises. Je veux parler des ordinateurs pour bambins de trois ans.

Récemment, je me trouvais avec une amie dans ce magasin de jouets connu de la Route Suisse, au rayon des jeux électroniques. Jusqu'alors, je ne connaissais que le Pays des Merveilles, mais dans ce magasin il y avait tous les jouets imaginables. Dans ma jeunesse, la plupart des jouets exposés là n'avaient même pas encore été inventés, encore moins disponibles quel qu'en soit le prix.

J'étais complètement ahurie par la variété de jouets et de jeux proposés. Mon amie remarqua mon étonnement. Me prenant à part, elle me dit qu'elle voulait me montrer quelque chose d'incroyable. A ma stupéfaction, il y avait là des ordinateurs pour les tout petits enfants dès l'âge de trois ans. Je n'en croyais pas mes yeux. Devant moi s'étalait une gamme importante d'ordinateurs en plastique, de toutes les couleurs, étiquetés "de 3 à 5 ans". Leurs prix allaient de 40 à 100 francs. Je les examinai et vis que certains étaient équipés de dispositifs pour CD. Le vendeur, devant mon air incrédule, m'assura que - oui - ils marchaient !

Ceci m'a rappelé mon premier article vantant l'usage de l'ordinateur par les personnes âgées !

On reste rêveur à l'idée de voir un enfant de trois ans passer son temps devant un ordinateur puisque, forcément, il a tout le temps qu'il veut à son âge ! Un peu comme les vieux, sans doute ? La différence réside dans le fait que les tout-petits n'ont pas beaucoup d'autres choix lorsqu'un ordinateur est placé devant eux ; tout simplement parce que leur curiosité enfantine naturelle entre en jeu. Là est le mot-clé : le jeu ! Alors que les personnes âgées, si elles jouent avec un ordinateur, sont paniquées à l'idée d'effacer quelque chose d'important ; impossible à récupérer, vraiment irremplaçable. Un petit enfant n'a pas ce genre de préoccupation.

Beaucoup de questions viennent à l'esprit : est-il bon de mettre des bébés devant des ordinateurs ? Ne les poussons-nous pas trop tôt vers un monde d'adultes, à un moment de leur vie consacré aux hochets et aux peluches ? Ces derniers sont-ils déjà dépassés ? Ne créons-nous pas un environnement où les petits enfants entrent avant l'heure dans le monde de la technologie ?

Avec l'avènement des ordinateurs, nous avons finalement vu ceux-ci faire leur apparition dans les écoles, ce qui fait que les gamins ne connaissent plus le calcul mental ; contrairement à nous autres, les vieux ! Quant à la sténographie, on estime aujourd'hui qu'elle est "trop dure à apprendre" pour les jeunes ! Comment faisons-nous donc pour l'apprendre ?

Il est évident que les jeunes générations n'ont plus la capacité, le talent et la volonté que nous avons. Mais revenons au monde des ordinateurs pour bébés.

Le côté positif, à supposer qu'il y en ait un, est que si un enfant est propulsé très jeune dans le monde de l'informatique, il sera devenu un expert ès-ordinateurs à l'âge de dix ans ! Il pourra en résulter davantage de chômage et une rude concurrence. Par contre, il saura bien mieux se débrouiller que nous au même âge, compte tenu de la masse de connaissances que l'on peut glaner sur Internet.

Côté négatif, maintenant : les tout petits qui se concentrent de longues heures sur des écrans d'ordinateurs auront-ils des problèmes de santé ? Certaines mères, voyant que l'attention soutenue de leur petit enfant est attirée par un objet, n'auront plus besoin d'une nounou du fait qu'il deviendra rapidement plus intelligent que celle-ci et, du coup, ne sera plus considéré comme un gamin ?

Les ordinateurs marqueront-ils la fin de la petite enfance telle que nous la concevons ? Les enfants voudront-ils encore jouer à la marelle plutôt que de s'asseoir devant un ordinateur où ils peuvent apprendre davantage ? Presque tous les enfants sont impatients de devenir adulte. Sur le plan économique, que fera-t-on des millions d'autres jouets ordinaires du passé : trains électriques, poupées et leurs robes, ballons, jeux rigolos, jouets en peluche et autres tapis pour jouer.

A présent, relient ceci au monde des personnes âgées et de l'informatique. Allons-nous tout droit dans une société où les grands-parents en sauront moins que les tout petits. Généralement, les enfants apprennent avec leurs grands-parents qui, à leur tour sont heureux d'être tout simplement avec eux. C'est un amour tout naturel qui engendre le respect. Mais les jeunes peuvent-ils aimer une personne qui en sait moins qu'eux et ne connaissent que peu de choses, voire rien du tout, sur ces ordinateurs qui font désormais partie de leur vie ? Et la plupart des enfants passeront plutôt davantage de temps avec un ordinateur qu'avec une personne âgée.

Une crainte totalement injustifiée semble avoir saisi les personnes âgées qui, malgré deux guerres mondiales, ont appris à utiliser les machines à écrire électriques, les photocopieuses, ont produit des tonnes de stencils, ont appris la sténo et l'écriture rapide et se sont même habituées au monde des téléphones portables. Mais, à moins qu'elles n'apprennent à maîtriser les ordinateurs, tout ce que je dis ici se réalisera.

Nous les vieux abandonnons peu à peu notre rôle d'être capables d'enseigner aux jeunes et de les guider parce qu'ils peuvent faire et en savent plus que nous ! Nous avons renversé les rôles ! N'est-ce pas la raison pour laquelle il y a si peu de respect pour les personnes âgées de nos jours ?

Je ne convaincrs jamais assez mes congénères de l'importance qu'il y a à maîtriser l'ordinateur. Vous pouvez rire de ce que je dis, mais vous devriez surtout vous en souvenir lorsque vous ne parvenez plus à payer vos factures comme autrefois. Et prendre conscience qu'il est devenu possible depuis longtemps de le faire dans le cadre douillet de votre maison. Et reconnaître que les opérations bancaires en ligne sont tout à fait sûres : bien plus sûres que de marcher jusqu'à la poste avec votre argent pour payer vos factures. Vous devenez là l'objectif favori des pick-pockets et des voyous. Nous ne vivons plus dans le même monde qu'autrefois. Je ne pense pas que, sur ce point, qui que ce soit parmi les générations les plus âgées me contredira.

Un conseil ? Sortez de chez vous et allez vous acheter un ordinateur portable. Prenez quelques leçons. Prouvez à vous-même que vous êtes toujours capable de faire cela. D'autres que vous, septuagénaires, octogénaires et même nonagénaires, se sont mis à apprendre et ont pris un énorme plaisir à se glisser dans le mode de vie contemporain.

Pour les personnes qui souffrent de solitude, c'est une bénédiction. Vous pouvez envoyer des messages à vos amis à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. Vous recevez du courrier chaque jour, si vous le provoquez. Vous pouvez apprendre tant de choses et même lire des livres au lieu de les acheter. Vous pouvez jouer au Scrabble ou aux échecs. C'est une deuxième boîte aux lettres ! Beaucoup sont d'accord : quel que soit leur âge, s'il fallait choisir, ils renonceraient plutôt à leur téléphone qu'à leur ordinateur.

Hélas, je ne vois rien de plus à écrire pour vous convaincre de sauter dans le train en marche. Jetez un coup d'œil à votre liste des membres de l'AAFI-AFICS : des quantités d'entre nous possèdent des adresses e-mail. Vous avez déjà là des centaines de contacts !

Joy PATTINSON
(traduit par J-J.Chevron)



PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS

Comment faire place nette sur votre bureau - II ou Où en étais-je ?

Après tout, Shakespeare donnait bien des titres au choix comme *La Nuit des Rois*, ou *Ce que vous voudrez*. Pourquoi pas moi ?

C'est une mode des temps modernes de donner une suite à tout et à n'importe quoi. C'est ainsi que nous avons eu *Les Dents de la Mer I*, puis *les Dents de la Mer II*. Il ne sera pas dit que je ne suis pas à la hauteur. En conséquence, je me dois, après avoir écrit *Comment faire place nette sur votre bureau*, de vous donner le « II ». Mais je réalise, à ma stupéfaction, que le thème central semble être plutôt : où en étais-je ? Du coup, je décide que ce sera mon titre et, finalement, je me retrouve avec deux.

Voyons, où en étais-je ? Ah oui, je vous avais emmené faire le tour de mon bureau et je venais d'atteindre le coin en haut à gauche : en fait le point de départ. J'avance dans le sens des aiguilles d'une montre ; nous dirons donc que le point de départ est neuf heures.



Bon, le premier objet est un téléphone. Je vous l'ai déjà décrit et j'espère que vous vous souvenez de tout. Le deuxième objet est une lampe de lecture pivotante. En réalité, elle ne pivote pas car si vous essayez de la faire tourner, elle cogne contre le mur. Eloignez la lampe du mur, me direz-vous. Et moi je vous dirai qu'en organisant votre bureau, il est indispensable que vous conserviez un maximum d'espace libre ; en conséquence vous devez placer la lampe le plus près possible du mur. Il s'ensuit, comme la nuit suit le jour, qu'elle ne peut pivoter. Sans barguigner, j'admets que c'est un handicap ; vous pouvez donc aussi bien avoir une lampe qui ne pivote pas.

Un autre handicap est qu'elle est munie d'une ampoule halogène spéciale. Lorsque celle-ci rendra l'âme, il me faudra apporter la lampe en bloc chez l'électricien dont je découvrirai qu'il a fermé boutique. Il me faudra donc acheter une nouvelle lampe. Elle n'aura pas à être pivotante et pourra être munie d'une ampoule ordinaire, comme celle que j'avais dans mon enfance.

En poursuivant le tour de mon bureau, l'objet que l'on trouve ensuite est une rangée de livres. En partant de la gauche il y a les deux épais volumes du *Dictionnaire Chambers du Vingtième Siècle*, relié en simili-cuir bleu et du *Dictionnaire Analogique Chambers*, en simili-cuir marron. Vous me direz : ça, c'est une riche idée d'avoir mis ces bouquins à portée de main : vous n'avez qu'à tendre le bras et à attraper, selon vos besoins, le Dictionnaire ou l'Analogique. Eh bien, ce n'est pas si simple : il faut compter avec l'influence d'objets dont vous ne vouliez pas mais qui en ont décidé autrement. Juste devant ces deux livres est placée une boîte noire de 15,4 centimètres par 7,62 et de 7,62 centimètres de profondeur¹. Elle contient un lourd presse-papiers en verre, dûment gravé à mon nom, qui me fut offert par la *Indian Merchants Chamber* (rien à voir avec le Dictionnaire ou l'Analogique *Chambers* mais "*Chambers*" semble jouer un rôle important dans ma vie) qui m'avait étourdiment invité à faire une conférence que j'avais non moins étourdiment accepté de donner.

Sur le dessus de la boîte noire, trône une pendule avec un cadran noir et des chiffres blancs (très utile quand je vous fais faire le tour de mon bureau dans le sens des aiguilles d'une montre). On m'a dit que

¹ Ici le traducteur se révolte. Aamir parle d'une boîte de six pouces par trois et de trois pouces de profondeur. C'est inadmissible. Lorsque en 1884 la France, par une mansuétude incompréhensible, accepta d'échanger avec l'Angleterre le méridien 0 (qui, de Paris, passa à Greenwich) contre l'adoption du système métrique, la perfide Albion accepta. Elle prit le méridien ... mais laissa tomber le système métrique. Il est inacceptable qu'Aamir se laisse influencer jusqu'à ce jour par une éducation venue d'un pays aussi fourbe ! (NdT).

c'était une pendule de l'armée suisse. Comme j'avais déjà un couteau de l'armée suisse, il m'avait semblé naturel de faire l'acquisition d'une pendule qui allait avec. La boîte noire avec le souvenir et la pendule par dessus barricadent efficacement l'accès aux livres. Si je veux les consulter, je dois me lever et les soulever verticalement, puis répéter cet exercice dans l'autre sens pour les remettre en place. Pas facile.

Je suis à présent face à un vrai problème. J'ai atteint midi à la pendule, mais je suis arrivé au bout du temps prévu pour cet article. Ou bien j'arrête ici mon tour de bureau, ou bien je continue mon article en courant le risque que personne ne le lise. Ou encore, j'en reporte la suite à un *Comment faire place nette sur votre bureau – III*, mais alors personne ne voudra plus lire mes "Petits riens et grands moments".

En tout cas une chose est certaine : vous en avez eu tous assez pour aujourd'hui, Choisissons donc le troisième terme de ce dilemme. Le rédac' chef aura peut-être pitié de vous et, en tout état de cause, balancera-t-il le tout à la corbeille.

Aamir ALI

(traduit par J-J. Chevron)



EDITORIAL

"If you destroy the international civil service, you destroy the UN"

(Dag Hammarskjöld)

2009 marked the 90th anniversary of the creation of the International Civil Service and to celebrate this anniversary the Association has published a Special Commemorative Report. (The Report is available on request - details on page 23)

It is a brave former international official who will claim that 1919 is the year when the international civil service began. Gather together a group of former international civil servants and there will be robust arguments in support of one or other date when multinational organizations and their staffs came into being. Some will point to 1865 (the International Telegraph Union), others 1873 (the International Meteorological Organization) and yet others 1874 (the Universal Postal Union).

One renowned authority refers to the Congress of Vienna (1814-1815) as the starting point for an international secretariat. That authority and widely published author¹ on the subject is indeed none other than our Committee member Yves Beigbeder. We are indebted to Yves for having taken responsibility for gathering contributions and for editing our Commemorative Report.

But back to the date of the creation of the International Civil Service. It is generally recognised that while the process was evolutionary, the step from multinational technical secretariats to an International Civil Service was still a big one. It stemmed from the identical conclusion reached by the first Secretary General of the League of Nations, Eric Drummond, and the Director of the ILO, Albert Thomas, that for an international organization to function it had to have the confidence of member States; moreover it could not attract such confidence unless the staff were visibly independent of national pressures and prejudices.

This principle was translated into the Staff Regulations of the League of Nations, the Charter of the United Nations and the constitutions of all other Organizations which make up the United Nations system. It requires the staff neither to "seek nor receive instructions from any government or authority external to the Organization." and enjoins member States "to respect the exclusively international character of the responsibilities of the...staff and not seek to influence them in the discharge of their responsibilities"

Even in our cyber age when "old" ideas are properly challenged by those who have followed in our footsteps as international civil servants, there can be no substitute for this fundamental principle if Organizations are to carry out their mandates on behalf of all the peoples of the world. Integrity remains the glue of our Organizations.

And what is more this principle underpins our staff rules, codes of conduct and not least our common compensation policy which establishes that there should be no differences in salary on the grounds of nationality and that remuneration levels should be sufficient to attract staff from countries where salary levels are highest.

Georges Noblemaire, author of the famous Noblemaire principle, reached this conclusion in 1921 in the wake of the considerations of Drummond and Thomas. Interestingly the Noblemaire Committee reached its conclusions somewhat reluctantly; "we admit that (while the average throughout is on the high side) the salaries which we propose are based on those of the highest-paid Civil Services in the world....if lower salaries had been offered it would be impossible to obtain..services..of the required standing"²

And what has all this to do with us?

¹ For a fuller list of publications by Yves Beigbeder, see page xxxx

² Records of the Second Assembly of the League of Nations, Annex 2, para. 18 (May 1921)

Well, to paraphrase Hammarskjöld: if the International Civil Service does not continue to flourish, the work of the United Nations system will die.

We are the custodians of that Service, we understand its complexities, the need for honesty and openness in making decisions and occasionally the need, whilst respecting the finely balanced political environments, to take unpopular and controversial stances in the interests of the greater good of the Organizations. We must uphold the principles on which that Service is based and continue to recall their significance in all our formal and informal encounters with those who currently are the main players on the international stage.

Roger EGGLESTON

Commemorative Report/Rapport Commémoratif

A Special Report commemorating the 90th Anniversary of the foundation of the International Civil Service (the League of Nations and the ILO) has been produced by AAFI-AFICS. It is available, either in English OR in French, from :

AAFI-AFICS, Bureau A 265, Palais des Nations, CH-1211, Genève 10

Email/Courriel (s) : aafi-afics@unog.ch Telephone/Téléphone : +41 22 917 3330

Please indicate your language preference when ordering your copy.



NEWS FROM THE AAFI-AFICS COMMITTEE

The good news is that we have suddenly and unexpectedly been moved from the cramped offices on fifth floor to much more spacious offices, well situated for visitors – under the Assembly Hall in the Palais des Nations between doors 13 and 15. The AAFI-AFICS offices are now at **A-265**, where you will be able to find us every morning from Monday to Friday between 10 and 12 a.m. We look forward to seeing you.

In September, the Committee was delighted to welcome to its meeting Mary Johnson, President of AAFICS-Australia, who had presided the 38th FAFICS Council meeting. AAFICS has a membership of some 250, spread over a vast territory. Most contacts are effected by telephone and e-mail but the main topics of concern to members are those in most countries, pensions, taxation and after-service health care.

The Committee has also had a number of discussions during the last few months on these topics. After the summer break both the Health Commission and the group on taxation have or will be meeting. We are only too aware that progress is not rapid. There are also many demands on Committee members, so it is

sometimes difficult to satisfy everyone, and even to reply promptly to the questions we receive by e-mail for example

The Bureau is planning next year's programme and hopes to hold a seminar on wills and successions, for instance, in late spring or early summer. The Annual General Assembly will be held at the ILO on Tuesday, 13 April 2010.

Reminder to our annual members : The annual membership fee of CHF 35.- is due in January of each year. It can be paid by BV (account 12-7881-5) or to the bank account at UBS (IBAN CH66 0024 0240 1285 94LU T)

The Certificates of entitlement have now arrived – or are arriving. Please remember to sign and date your certificate and return it to the Pension Fund Office. Don't let it get lost in your pile of things "to be done".

Elisabeth BELCHAMBER

ILO SECTION

The ILO Section of Former Officials has appointed Mr Ivan Elsmark as its representative on the AAFI-AFICS Committee.

ITU SECTION

The Section des anciens fonctionnaires de l'UIT became an "Association" following the approval of its Statutes by its annual general assembly on 17 November 2009.

"CARREFOUR INTERNATIONAL" AT THE CITÉ SENIORS, GENEVA

These coffee mornings known as the "Carrefour international" began on Wednesday, 16 September 2009. They are the fruit of the close cooperation between AAFI-AFICS and the Cité Seniors, an organization set up by the City of Geneva which promotes the wellbeing of "older persons". AAFI-AFICS organises the event while the Cité Seniors has generously offered to host it.

At present, the Carrefour international meets every Wednesday at the Cité Seniors from 9.30 a.m. to 11.00 a.m. It is open to retirees of all Geneva-based international organisations and their friends. Its aim is to provide an opportunity to maintain and develop new friendships, to exchange ideas on topics of interest and for the Social Welfare Officer and AAFI-AFICS Committee Members to provide practical information on social services and administrative matters.

The Cité Seniors is located at 62, rue de Lausanne – in the heart of the Paquis

neighbourhood of Geneva, a short walk from the Cornavin Railway Station. It promotes information both about and for older persons but it is open to all and many young people use its facilities. It offers a library, computer facilities, computer workshops and other courses at a small cost as well as interesting free cultural activities (lectures, debates, music events) .The Cité Seniors is a pleasant, welcoming open space ideal as a meeting place.

We expected that our membership would enjoy this new facility created as a regular feature of our Geneva activities. Unfortunately, the initial turnout has been disappointing although those who have attended have enjoyed the friendly atmosphere.

AAFI-AFICS will be reviewing the times and frequency of the Carrefour international in the New Year and will keep members informed of further developments.

Rosie LEWIS

UN INTERNATIONAL DAY OF OLDER PERSONS

A colloquium entitled “Social Insecurity: Between Poverty, Abuse and Discrimination – Situation and Response” was held as part of the celebration of United Nations International Day of Older Persons (1 October) at the University of Geneva on 2 October 2009.

Around 250 retirees both from the city and Geneva-based international organisations attended.

The event was sponsored by the City of Geneva and the principal local institutions and organisations providing support to older persons participated. AAFI-AFICS held a lead role in the coordination of the event through Roger Eggleston, Chairman, Roger Fontana and Dev Ray, representing the Association of Former WHO staff

Speakers consisted of the Head of Social Affairs, the State Councillor of the Republic and Canton of Geneva also Head of the Department of Solidarity and Employment, a Representative of the Demographic Laboratory of the University of Geneva and last but not least the Chief of the Police Department. They covered topics such as the role of the City to ensure the security of the elderly, the historical perspective on Social Security in Geneva, data on the financial and social insecurity in Switzerland and Europe and the reports and responses to crimes and offences against the elderly.

A representative of the United Nations High Commissioner for Human Rights identified those human rights not sufficiently protected and the schemes which were slowly being put into place to improve the security and well-being of the elderly. The WHO Director, Department of Ageing and Life Course spoke about the financial crisis and economic insecurity in the elderly around the World.

Roger Eggleston read a message from the United Nations Secretary-General, Ban Ki-moon.

The more formal presentations were followed by an interactive performance by a local theatre group. It presented several scenarios of possible abuse of the elderly and asked the public to comment and act out what they thought was the right way to treat older persons. This was a thought provoking and lively exercise which the participants thoroughly enjoyed. The event ended with a cocktail generously offered by the City of Geneva.

Rosie LEWIS



THE IMPOSSIBLE REFORM OF THE UN SECURITY COUNCIL

On 19 February 2009, the UN General Assembly launched new negotiations aimed at reforming the Security Council, after many years of failed efforts due, in part to regional rivalries, and in part to the fear of permanent members to lose their status or to have their “power” eroded by new permanent members.

Making the Security Council more representative

Reforming the Security Council usually means making it “more representative” by adding more permanent and non-permanent members. It is now composed of five permanent members with veto rights – China,

France, Russia, the UK and the USA – and ten non-permanent members, elected for two years by the General Assembly, and not eligible for immediate re-election. The ten elective seats are allocated as follows: five for Africa and Asia, two for Latin America, one for Eastern Europe, and two for Western Europe and other states.

Reflecting the political structure of 1945, the permanent members of the Security Council do not give now a fair picture of the present world, on political, military, economic, population size, or regional grounds. During the 1950s and 1960s, many new members joined the UN, mainly newly independent countries from Africa and Asia. In 1965, the number of non-permanent members was raised from the original six to ten.

During the Cold War, the East-West confrontation hampered the work of the Council. In the late 80s, the Council became more relevant by engaging in conflicts around the world, authorizing the deployment of peace-keeping forces, creating international criminal tribunals, authorizing, at times, the use of military force under Chapter VII of the Charter.

Adding new members to the Security Council requires an amendment to the UN Charter, a cumbersome and slow process: it requires a two thirds majority of the members of the General Assembly, ratification by two thirds of these members including all the permanent members of the Security Council. In other words, any one of the five permanent members could block any change in the Charter approved by the General Assembly, assuming that the required majority has been obtained in the Assembly on an agreed proposal, another serious hurdle.

In 1992, a General Assembly resolution asked UN members to submit reform proposals. Since then, many proposals were made but no agreement has been reached by UN members on proposals which could be supported by a two thirds majority.

In December 2004, the “High Level Panel on Threats, Challenges and Change” appointed by Kofi Annan proposed a “grand bargain” for reform of the Security Council, among many other recommendations. It proposed two models, A and B, both of which suggested expanding the Council from 15 to 24 members. Model A proposed adding six new permanent seats, but with no veto power, and three new two-year term elected seats. Model B created a new category of eight seats, renewable every four years, with one new non permanent non renewable seat. Neither proposal has been adopted.

Several groups of countries have made separate proposals.

The group of 4 (G4), Germany, Japan, Brazil and India seek permanent seats for themselves on a 25 member Council. However, they have rivals in their region: Italy opposes Germany’s bid, Argentine may not accept Brazil’s, nor Pakistan India’s. China is not keen on Japan. Besides these rivalries, the group would need Africa’s support.

Britain and France support Germany’s candidacy, as one way to legitimize their own seat, and to ease the pressure (legitimate in my view) both inside and outside the European Union to relinquish their own seats in favour of common EU seats.

In an attempt to secure the support of the current permanent members, the G4 have accepted to forego their right of veto for at least fifteen years.

President Obama’s administration supports Council expansion “in a way that will not diminish its effectiveness or its efficiency”, which could limit the number of new members.

The African Union (53 members) underline that their continent is the only one without a permanent seat. They want to add 11 new seats: six permanent seats, including two for Africa with veto power, and five non-permanent seats. The Union felt that the veto should be granted to all new permanent members of the Council, and then removed gradually in a second phase – a suggestion clearly not acceptable to the present permanent members.

Another problem for the African Union would be to decide on which African countries would be selected for permanent seats: Egypt, Nigeria, South Africa, Sudan ?

A group of middle-ranking countries, led by Italy and Pakistan, want a 25-member Council with ten new non-permanent seats. They oppose adding new permanent members.

None of these proposals has yet found a consensus majority in the General Assembly.

Reform of the working methods of the Security Council

Many UN members are more interested in changing the way the Council interact, both within and with the General Assembly than in the more momentous and difficult increase in the composition of the Council. Reforming the working methods only requires a simple Assembly resolution, not a Charter amendment.

From 1993, several initiatives were successful:

- publicizing the Council's daily work programme, and tentative monthly work schedule;
- making draft resolutions available;
- providing greater transparency on procedures of the Sanctions Committee on peace-keeping operations;
- initiating meetings between Council and troop-contributing countries;
- launching "Arria-style meetings", in which a member of the Council could invite experts or representatives of civil society for a discussion without issuing a formal statement.

Going further (too far for the Council's permanent members), a group of five small countries (including Switzerland) submitted a draft resolution asking the Council to consult with all member States on resolutions, and requested that the five permanent members explain every veto to the Assembly. The five responded that any initiative to reform the working methods should come from within the Security Council.

The stalemate

The new negotiations started in February 2009 are continuing, but the stalemate is still in place. Neither the rising powers, now admitted to the Group of 20, nor other candidates for permanent membership have been allowed to join the exclusive club of permanent members of the Security Council. They face the quiet opposition of the present permanent members, who prefer the status quo. There is no consensus agreement in the General Assembly for a magic solution which would break the deadlock.

For the Sri Lanka Permanent representative to the UN, "the reform of the Security Council is perhaps the best described as one of the most successful failures in the history of the United Nations".

Yves BEIGBEDER

LIST OF PUBLICATIONS BY YVES BEIGBEDER

20. « La représentation du personnel à l'Organisation mondiale de la Santé », Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1975
21. « Management Problems in United Nations Organizations : Reform or Decline ? », Pinter, London, 1987
22. "Threats to the International Civil Service: Past Pressures and New Trends", Pinter, London, 1988
23. "The Role and Status of International Humanitarian Volunteers and Organizations – The Right and Duty to Humanitarian Assistance", Kluwer/Nijhoff, Dordrecht, 1991
24. "Le rôle international des organisations non-gouvernementales", Bruylant, Brussels, 1992
25. « International Monitoring of Plebiscites, Referenda and National Elections – Self-Determination and Transition to Democracy », Kluwer/Nijhoff, Dordrecht, 1994
26. "Le contrôle international des élections", Bruylant, Brusses, 1994
27. « L'Organisation mondiale de la Santé », avec M. Nashat, M.-A. Orsini et J.-F. Tiercy, Presses Universitaires de France, Paris, 1995
28. « The Internal Management of United Nations Organizations : The Long Quest for Reform », Macmillan, UK/St.Martin's Press, USA, 1997
29. "L'Organisation mondiale de la Santé", PUF, Que sais-je ?, Paris, 1997
30. « The World Health Organization », with M. Nashat, M.-A. Orsini and J.-F. Tiercy, Martinus Nijhoff, 1998
31. "Judging War Criminals: The Politics of International Justice", Macmillan, UK and St. Martin's Press, USA, 1999
32. "Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés", PUF, Que sais-je ?, Paris, 1999
33. « New Challenges to UNICEF : Children, Women and Human Rights », Palgrave, UK and USA, 2001

34. "Judging Criminal Leaders: The Slow Erosion of Immunity", Kluwer Law International/Martinus Nijhoff, 2002
35. "International Public Health and Business: Patients' Rights v. the Protection of Patents", Ashgate, UK, 2004
36. "International Justice against Impunity, Progress and Defeats", Martinus Nijhoff Publishers/Brill, Leiden/Boston, 2005
37. "Judging War Crimes and Torture, French Justice and International Criminal Tribunals and Commissions (1940-2005): Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2006.
38. "From ILO Standards to EU Law, The Case of Equality between Men and Women at Work", Eve C. Landau and Yves Beigbeder, Brill/Martinus Nijhoff Publishers, 2008.



HUMAN RIGHTS AND ETHICS AT THE UNITED NATIONS

The Neglected Case of Older Persons¹

People of the world are living longer and in better health than ever before in the history of human kind. Today, the increase of older persons is visible by numbers and by percentages worldwide shaping a new world with more people aged 60 years old than children aged 15 years and less and an unprecedented increase in centenarians²! From this - often mentioned - 'silent revolution', not only has a new image of ageing and old age emerged but also different attitudes from older persons themselves and from younger generations towards old age. Thus, new situations specific to very old age and to a 4 to 5 generations society have appeared and call for reconsidering the application of distributive justice and a human rights based approach. We will briefly take a glance at these issues to analyze the state of progress at the United Nations and suggest some steps that could be taken.

RIGHTS OF OLDER PERSONS: A NEGLECTED ISSUE

At all levels, local, regional and international, the rights of older persons are not fully recognized, so that their specific needs are underestimated and their protection neglected. The current progress focuses mainly on raising awareness through denunciation of 'age discrimination', 'elder abuse' and 'violence against older persons', a worldwide phenomenon which affects not only the victim but their families and society as a whole.

For the individual, this situation bears consequences at the physical, psychological and social level and violates the fundamental rights of human beings; it affects end-of-life care which requires dignity and respect to the very end.

For society and the family, the way older persons are treated bears trans-generational consequences: the implicit and explicit models of life/death, peace/violence and the images of old age are known to affect the younger generations. According to the new social and epigenetic findings, the experiences of the older generation entail psycho-social and cultural effects on their descendants. Yet this phenomenon remains unreported at the United Nations.

¹ AGG. International Association of Gerontology and Geriatrics – SSG: Swiss Society of Gerontology.

² Today the global population of centenarians is about 250'000. By mid-century, the number of centenarians is expected to increase almost fifteen-fold to 3.2 million people.

Although laws on the rights of older persons have been enacted in some countries or cities in the world, the human rights and ethical framework to eliminate discrimination, exclusion, abuse or unequal treatment due to age has not yet been addressed at the international level and in most cases neither at the national level.

There are many situations where older persons suffer from discrimination and are increasingly excluded; which has been called also “ageism”¹ such as:

- (i) *Work*: age discrimination in the employment sector
- (ii) *Society*: discrimination and abuse in participation, stigmatisation of older persons as a burden to society
- (iii) *Health*: economic rationalisation of health care or access to basic health based on age discrimination
- (iv) *Economy*: growing poverty in older persons, especially in older women, due to lack of specific safety nets. The absence or scarcity of social security and welfare measures increases the risk of isolation, poverty and insufficient health care of the elderly.
- (v) *Information and Communication Technologies (ICT)*: the growing “technological way of life” creates a situation where older generations, educated in a different society, are often excluded and affected by the digital divide, making them into “digital homeless”. Older persons are the first victims of the development of an environment incorporating new high-tech tools and youth-oriented society.

In addition, other rights of older persons linked to *specific situations* are not addressed: the rights of older disabled persons, older working poor, older migrants older refugees or displaced persons, older victims of conflict, war or disasters, older prisoners, older tortured and abused persons, etc., without forgetting other key issues such as *gender equality in old age, access to health care, right to dignity, respect of the cultural and spiritual needs until the end of life*.

For the first time in 2002, the World Health Organization launched the “World Report on Violence and Health”² with a chapter on abuse of the elderly. This reports point to the special needs in prevention for the elderly as a vulnerable group, they are more prone to isolation, frailty and diseases or even medication that could affect their protection, as well as abuse, ranging from sexual abuse to psychological harassment, or economic abuse and inheritance racket. Many forms of abuse exist, but some are more serious, more frequent or are inherent to a structurally abusive system linked to the region and the political context: legal abuse on property inheritance have been denounced, especially in societies disrupted by massive deaths (HIV epidemics or armed conflicts) or refugee situations. For example, survivors have been deprived of their land: children and older widows - often uneducated on legal matters - are the most frequent victims and the least able to defend their rights. Other forms of violence and abuse range from rape of older women to health care neglect and loss of end-of-life dignity.

Why is it that the rights of older people are not recognised? They have specific physical needs due to old age, but they also need to be empowered to play their important role in society enabling them to contribute to the socio-economic cohesion of society. Therefore, their rights as citizens and other rights have to be addressed to restore their role in society but also their responsibility as behavioural and moral models of society.

AT THE UNITED NATIONS: WHERE DO WE STAND?

HUMAN RIGHTS FRAMEWORK

It is only relatively recently that the rights of older persons have been addressed at the international level. With the Universal Declaration of Human Rights³, and the numerous International Instruments⁴ there are many references to the Rights of all with no specific mention of older persons. But not until the Declaration on Social Progress and Development in 1969 is there any specific mention of old age (*Article 11*). It then took until 1982 for the UN to adopt the *1st International Plan of Action on Ageing* in Vienna, and until 1991 for the General Assembly to promulgate the *UN Principles for Older Persons (Resolution 46/91)*⁵ which reaffirms fundamental human rights, the dignity and worth of the human being and the need for equality in 5 areas: *independence, participation, care, self-fulfilment and dignity*.

¹ The term “ageism” appeared end of the 1960s and qualifies the discrimination against a person or group on the grounds of age which can lead to stigmatisation of ageing and of the aged group.

² WHO World Report on Violence and Health (see <http://whqlibdoc.who.int/hg/22002/924154615.pdf>)

³ It is interesting to note that the Universal Declaration of Human Rights does not make any mention of age which could be attributed to the fact that when signed in 1948 population ageing was not identified as an issue.

⁴ Including the Convention of Economic, Social and Cultural Rights, on Civil and Political Rights as well as the Convention on All Forms of Discrimination against Women.

⁵ With five main themes: independence, participation, care, self-fulfilment and dignity

The most important elements of the international legal standards¹ came in 1995 when the Committee of the *International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights* finally adopted for the first time the *General Comment no 6 on the Economic, Social and Cultural Rights of Older Persons* (Doc E/1996/22, Annex IV). To this date, it is the only United Nations document focusing on the rights of older persons adopted by the United Nations Treaty Body. Nevertheless, this "General comment" is considered as a 'soft law' in its legal nature which is not as binding as the articles of the international treaties for the states which ratified the Covenant. In addition, although the issue of the right of older people may be related to the mandate of this Treaty Body within the economic, social and cultural, the committee, which monitors the implementation of the Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, is not mandated to focus on this issue since no particular provision of the Covenant states such a right. Since then, this General Comment no. 6 was underlined on a few occasions, such as:

-
in 1999, by endorsing the Conceptual Framework during the International Year of Older Persons, (Doc A/50/114)²,

-
in 2002 the 2nd World Assembly on Ageing in Madrid (WAA) adopted unanimously a *Political Declaration and the Madrid International Plan of Action on Ageing (MIPAA)* and human rights was also part of the NGO Forum Declaration.

-
In 2006, the NGO joint written statement to the United Nations Commission on Human Rights (item 14d "specific groups and individuals: other vulnerable groups and individuals"), signed by 24 non-governmental organisations³ demanding a Rapporteur on human rights violation with older persons and the rights for older persons and the creation of a specific item on older persons rights (E/CN.4/2006/NGO/93).

-
In 2007 the Scientific Forum Declaration of the UNECE Ministerial Conference on Ageing in Leon (MIPAA+5) urged Member States to establish a stronger framework for the rights of older persons as well as intergenerational rights by (i) appointing a Rapporteur at the Human Right Council on the neglect, abuse and ill treatment of older persons and (ii) establishing a working group within the Human Rights Council, to draft a Convention on the Rights of Older Persons and mainstream age in the agenda of the Council (iii) systematically including older persons in all international and European ethical guidelines.

However, no concrete action has been taken so far concerning the rights of older persons at the United Nations, although it is hoped that such UN Agencies as the World Health Organisation (WHO) and the International Labour Organisation (ILO) will take up the challenge to protect the elderly. .

- (a) WHO: The Constitution of the World Health Organization has taken a step in the direction of the right to health, but again without explicit mention of older persons. It defines health as "a state of complete physical, mental and social well-being and not merely the absence of disease or infirmity" and goes on to say that "the enjoyment of the highest attainable standard of health is one of the fundamental rights of every human being". Health as a basic human right is strengthened by international human rights law which, through international conventions, specifically protects certain population groups, such as women and children but with no reference to age or older persons.
- (b) ILO: In the same line, for the right of older workers, although the International Labour Organisation adopted a Recommendation on Older Workers in 1980, it has not been particularly a strong advocate for the rights of older workers.

Despite the fact that the human rights based approach within the United Nations is evolving gradually in all areas, old age and a long life approach to the progress is not included, from the Millennium Development Goal and its follow up to the Right to Development for all ages or to long life decent work framework. It is obvious that these precedents are not enough to give older persons their rights and protection nor does it recognize their value and contribution to a long life society.

¹ International legal standards as the General Comment(s) are interpretation of the provisions of the covenants by the internationally recognised independent expert members of the Committee

² This document is based on the Plan and Principles and include four priority areas: (a) the situation of older persons, (b) individual lifelong development, (c) the relationship between generations, (d) the interrelationship of population, ageing and development.

³ Among which was FAFICS (note by AAFI-AFICS)

ETHICS FRAMEWORK

Finally, there is the whole area of ethics and human rights with regard to research, practice and care. There is international consensus on ethical guidelines or standards to protect human beings from being abused: this includes the misuse of data and application of scientific practice (e.g. CIOMS biomedical ethical guideline, UNESCO bioethics documents). Yet, in these documents no mention is made of the specific conditions of old age, from fundamental research to treatment or end-of-life situation; for the latter, little national and international agreements exist on the matter. It is urgent that the “old age factor” be systematically included in all aspects of scientific work from fundamental research to clinical trials and its further application in private practice or for general use. Unless this is done, the elderly run the risk of being submitted to unsuitable, high risk or even life-threatening treatments. The particular condition of age (e.g. heterogeneity, polymorbidity, polymédication, loss of autonomy, mental incapacity, increased metabolic entropy and biological differences between older men and older women) calls for urgent measure to include systematically in all international and European ethical guidelines a section on “Ethics of Research with reference to Older Persons” in collaboration with the National Forum of Ethics Committees of the European Union and of other Regions.

International ethical guidelines have to also be gradually introduced to protect end-of-life care, reanimation and address the issue of assisted suicide. Such guidelines involve a great responsibility. Many of the new situations and decision-making processes, such as assisted suicide or technologically-based support to prolong life, have not yet been studied; their long term effect on the survivors and on society as a whole are still not clear, for now scientific findings point out to say there is a disruptive trans-generational effect of suicidal behaviour on the next generation and call for enhanced responsibility of older persons toward younger generations. Therefore, caution is essential when embarking in ethical guidelines with implications to the whole society and scientists hold a responsibility contribute to the transfer of knowledge into practice and to an evidence-based policy and legislation.

The absence of a specific framework for older persons regarding human rights and ethics raises several questions. For example, is an international consensus on minimum standards of human rights protection for older people possible? How international can “Rights of older persons” be developed and to what extent are there specific cultural elements? What is specific to old age and do elderly need a particular protection or are they already sufficiently protected by existing human rights standards and treaty bodies?

Despite the importance and scientifically proven specificity of the older population and the ageing process, the issue of older persons is almost inexistent within the United Nations Specialized Agencies and Programmes. As long as this situation persists, the older persons will not be recognized as truly forming part of society.

WHAT CAN BE DONE TO TAKE THE RIGHTS OF OLDER PERSONS FURTHER?

At the United Nations level, the political will of the member states is essential to bring about progress. Crucial steps could be taken in the international standard-setting on basic rights of older persons:

- i) a new human rights instrument such as an international Convention on older persons,
- ii) reference, as many occasions as possible, to the above-mentioned General Comments no 6 in order to foster effective protection of the R o P in the context of economic, social and cultural rights, as well as other rights where General Comments no 6 may be relevant. (*i.e. article 3: equal rights of men and women, article 8: rights relating to work, article 9: rights to social security*).

Although it might be an idealistic or even utopian ambition, if long term efforts in the international standard-setting and national practices successfully fulfil the conditions in international law, it could be hoped that the rights of older persons become an international customary norm in future generations. Of course, to see that day to come, an international instrument to protect the rights of older people would be indispensable with the international recognition of the significance of such rights.

Smaller steps are also important: the political, scientific, juridical and NGO communities can provide the evidence to encourage governments at the United Nations in putting the rights of older persons on top of the international agenda. In this context, in 2006 the NGO Committee on Ageing in Geneva submitted an official

written statement to the Human Rights Council requesting 3 specific actions¹: a) that older persons and the ageing issue be mainstreamed in all documents, b) that the Rights of Older persons should become an item on the Agenda of the Human Rights Council, c) that a special *Rapporteur on the Rights of Older Persons* be appointed as soon as possible to monitor the reporting of abuse and neglect of older persons and defend their rights. Since then, no further steps were taken at the Human Rights Council to follow-up on the 3 requests.

At the European level, some progress has been achieved in combating age discrimination. Currently, the European Union (EU) member States have to implement EU directives in the field of equal treatment and discrimination, including age discrimination, due to the reinforcement of fundamental rights and non-discrimination in the EU with the proclamation of the Charter of Fundamental Rights at the Nice European Council on 7 December 2000. Article 21 of the charter *prohibits discrimination on any ground such as sex, race, colour, ethnic or social origin, genetic features, language, religion or belief, political or any other opinion, membership of a national minority, property, birth, disability, age or sexual orientation and also discrimination on the grounds of nationality*². It is interesting to note that the first area of application of the Charter successfully being implemented is in the area of work: the European Union's Employment and Equality Regulations have inspired many new laws on age discrimination in different countries (e.g. Ireland in 1998, Denmark in 2004, United Kingdom in 2006). Furthermore, several countries in the European Region have passed anti-discrimination acts and equal opportunity laws or have adapted their national constitutions or are in the process to do so (e.g. Cyprus, Germany, Denmark, Finland, Great Britain, Greece, Lithuania, the Netherlands and Sweden). Germany, Hungary and the Netherlands have dedicated anti-discrimination/equal treatment authorities and Cyprus and Austria have introduced an ombudsperson for equal treatment and prepares for the establishment of a monitoring and advisory office on age discrimination¹². Despite the progress made, the results are still heterogeneous across countries and topic areas and need more efforts..

Reports on this issue pointed out the difficulties in implementing a right based policy approach. The lessons learnt from countries around the globe is: a) that legislation by itself is not enough to bring about changes in behaviour, as attitude change is crucial, b) that legislation can only help to change attitudes if it is combined with employer education and other policies to promote equal rights for older workers, and that finally c) doing away with ageist employment practices is a "long term process".

In Conclusion, achievements in exercising rights of older persons and combating discrimination are slight and a lot remains to be done. No comprehensive international convention yet exists in relation to the rights of older persons and no binding supervisory arrangements are attached to the various sets of United Nations principles in this area. It is only through the determination of a strong network and community commitment that we can advocate to improve the situation, but we must not forget that rights alone are not enough, and that mechanisms to monitor and protect those rights are as important and should be incorporated from the start in future international and national legislations and policies, but also in be part of a human rights education system.

The grandeur of a civilization is often viewed in the way it treats its elderly. With ever more people living longer, the protection and promotion of older persons' rights and security is a matter not only of public policy but of basic human rights and dignity of a civilization. A long life society requires long life human rights which will maximize the quality of life of each and everyone to the very end of their lives.

Astrid STUCKELBERGER*

* [Astrid Stuckelberger PhD, University of Geneva Public Health School, Switzerland, WHO Ethics Review Committee member Chair, NGO Committee on Ageing, United Nations Geneva (IAGG-SSG)¹ President, Geneva International Network on Ageing].



¹ http://ec.europa.eu/justice_home/fsj/rights/discrimination/printer/fsj_rights_discrim_en.htm

² See UNECE country report at the UNECE ministerial conference on ageing (www.unece.org/pau/age/conferenceAgeing, 2007)

ANYONE FOR SHAKESPEARE?

So Many Shakespeares

[Eight years ago, some of us set up a Shakespeare Study Group. Since then we have enjoyed studying eight plays together. We want to share our pleasure with you; we therefore propose to write a series of articles for publication in the Bulletin. The Shakespeare Study Group wishes you 'happy reading'.]

To buy a play by Shakespeare is easy; most bookshops have them or will order them for you. The only difficulty is choosing what edition you want; you have *l'embarras du choix*. You can get a paperback for less than 20 francs or a special hand-printed, leather-bound, gilt-edged edition for a 1000 francs; or anything in between.

The choice is relatively simple and depends on your taste and your wallet. But price and attractive binding are not the only differences; the text itself can vary, sometimes substantially. How can that be?

Surely the text should be the same? Shouldn't we stick to what Shakespeare wrote instead of monkeying around with the text? How dare we try and improve on Shakespeare?

Well, what **did** Shakespeare write? That is the question. In fact, you might even get a version of *Hamlet* and find to your astonishment and dismay that your favourite quotation reads: *To be or not to be – ay, there's the point*. How on earth did we get that? Where on earth does it come from? And how flat it sounds when compared to the words you know so well: *....that is the question*.

Actually, you are unlikely to find the '*ay, there's the point*.' version anyway. That was the first version of the play printed in 1603; it was 2154 lines long. It is generally referred to as the First Quarto (a folio sheet folded in four, a convenient size for one play.). Another version (the Second Quarto) was printed a year later; it had 3723 lines, obviously a very different version. And then there was a third version in 1623, slightly different again, in the collection of Shakespeare's plays commonly known as the First Folio.

The First Folio has been called 'the most influential book in the English language'; it contains 36 plays and owes its existence to two devoted friends of Shakespeare, John Heminge and Henry Condell. Seven years after Shakespeare's death, they scrounged around to find his plays, some of them almost 30 years old. Eighteen of the plays had been printed individually before; 18 had not and might never have survived otherwise.

Shakespeare's original manuscripts were known as 'foul papers'. They were probably just that despite the boastful claim of his two friends that he hardly ever blotted out a line. The scrivener of Shakespeare's Company then copied out the play, producing a 'fair copy', as also the actors' versions – quite skimpy; the actors had to know their cues well. His friends found a variety of copies of the plays including some fair copies and some prompters' copies. Occasionally the prompter's notes, such as 'Ring the Bell' got printed as part of the text.

Mistakes of every sort abounded: misreadings, misprints, mis-spellings, mis-linings, omissions, punctuation or lack of it, stage directions, repetitions, mistakes by the compositors. All this gave plenty of scope to future editors to make their own interpretations. It has been estimated that the First Folio had an average of six mistakes per page; the book consisted of almost a thousand pages. Ergo, six thousand errors? To add to the fun, pages were corrected as the printing – a mammoth task - went on so that the two hundred odd surviving copies of the First Folio can vary, one from another.

No play in Shakespeare's own hand has survived. Apart from some signatures, the only sample of his handwriting is a part of a play neither acted nor published at the time: *The Booke of Sir Thomas Moore*. (It was acted just once at Stratford-upon-Avon in 2005.) The play was written by seven different authors; three pages were identified in 1916 by Sir Edward Maude Thompson, Keeper of Manuscripts in the British Museum, as being in Shakespeare's hand. Naturally, this was challenged and controversy raged but it seems to be generally accepted now.

No wonder that editing Shakespeare has kept generations of scholars busy. Fashions have also changed. Until recently, most of the Quarto versions were regarded as imperfect copies of **the** correct text; the wind has now changed and many scholars believe that in fact they were first versions, later revised by Shakespeare himself.

Don't worry too much about the variations. Whatever edition you read, you will enjoy it. Remember that Shakespeare wrote four hundred years ago so make sure you have a good glossary. If you note the variations in the text, it will just add another dimension to your enjoyment.

Aamir ALI



ANOTHER SIDE OF CALVIN

As Ita Marguet said in the July *Bulletin* ("Geneva Yesterday"), in 2009 Geneva has been celebrating Calvin. So be it, since Geneva claims to be "the city of Calvin"¹. There is however a bitter taste behind the dulcet tones. Witness the condemnation of Michael Servetus² after he had been denounced?

Michael Servetus believed that God is one. With this firm conviction, he dreamt of a radical reformation, far broader than that of Luther and Calvin. In 1553, while living in Vienne – not far from Lyon – he published in great secrecy *Christianismi Restitutio* (The Restoration of Christianity). In this he formally denied the divinity of Christ. It was at this time that the quarrel began between Michael Servetus and John Calvin. The two theologians had exchanged correspondence, of which some thirty letters still exist. After the publication of *Christianismi Restitutio*, a close friend of John Calvin betrayed Michael Servetus to the Catholic Inquisition in Vienne providing them with proof. Michael Servetus was arrested but managed to escape. His trial was held in his absence and he was condemned to be burned to death by slow fire together with his books. Following a complaint lodged against him by Calvin, the Council of Geneva also condemned Servetus to death, a judgment that was approved by a majority of the Protestant churches in Switzerland. This occurred at a time



¹ In 1555, the Libertines were beaten and their leaders exiled or executed. There were no longer any opponents to Calvin's regime, and the path was clear for moral reforms. It was at this time that the new protestant doctrine came into power and Geneva became the City of Calvin, A triumph for the reformer.

² This brilliant physician was born in 1509 or 1511 in Spain, and was the first to discover the pulmonary circulation of the blood (almost a century before the Englishman, William Harvey)

when Calvin, struggling to impose a major reformation of morals and beliefs, was himself in conflict with the Council and Servetus' sentence to death helped him to reinforce his own authority. It was also the occasion for the Protestants of Geneva to prove to the Catholics that they also were good Christians, just as capable of being orthodox and firm on religious dogma. The Reformers had to prove the legitimacy and credibility of their church¹. In 1903, when preparing the 400th anniversary of the birth of Calvin and to avoid unwelcome discussion², a monument to Servetus ? was erected by the respectful and grateful sons of Calvin in Champel, where the execution had taken place, with an inscription to the effect that it was intended by those who were strongly attached to the liberty of thought as expressed by the true principles of the Reformation to redress the error that had been committed³.

Bernard Cottret in his biography of Calvin, points out that John Calvin belonged to his time and believed its superstitions such as when he accused certain inhabitants of Geneva of witchcraft during the plague of 1545.

Calvin without Luther?)It is often forgotten that Luther opened the path to Protestantism. When Calvin arrived in Geneva in the summer of 1536, the Reformation was already widely accepted. He therefore took no part himself in converting the population.

Luther's reformist ideas were no doubt based on his studies of the epistles of Paul and his obsession with divine protection. Luther came to believe that man must accept that he is a sinner, imperfect before God, which obviously does not exclude repentance. On the other hand, he considered trying to redeem sin by indulgences, usually in a monetary form, as an impious act, and too simple a means of eluding problems. On 31 October 1517, Luther wrote to Archbishop Albrecht of Mayence to ask him not to support the indulgence decreed by Pope Leo X for the construction of the basilica of St. Peter and attached to his letter 95 theses aimed at condemning the use of indulgences. His contemporary, Philippe Melanchthon, confirms that on 31 October Luther posted on the door of the chapel of the Wittenberg castle, the 95 Theses, also known as the Wittenberg Theses, which were published at the end of 1517, violently criticizing the sale of indulgences by the Catholic church, and more especially the high clergy, in particular the Pope. This controversy between theologians was both public and political.

Luther was denounced to Rome by Archbishop Albrecht. Pope Leo X (of the Medici family) ordered Luther to retract in a papal bull *Exsurge Domini* but he burned it in public and broke away from Rome. A year later began the long process of his excommunication, which far from strengthening Catholicism served to accelerate the reformation that would probably have taken place anyway, with or without Luther. In any case, Charles V had other preoccupations. He had to battle against the Turkish invasion of a large part of his eastern territories. Luther was forbidden access to the Empire which meant that he could be summarily executed by anyone. He had however fairly wide public support., as well as some political backing, such as the Landgrave of Hesse and especially Frederic III the Wise (1463-1525), the prince-elect of Saxe.

Although he was naturally conservative and did not wish to make claim to Lutheranism but rather to Christianity, Luther was obliged to diverge more and more from the Roman rituals. He also had to provide this new church with pedagogic material. This resulted in 1529 in the Small Catechism for the general public and the Large Catechism for the pastors. In the meantime, many changes had already taken place – most of the sacraments had been abandoned leaving only baptism and the Eucharist. The monastic vows and the celibacy of priests were also relinquished. Pastors were elected by the local communities and services were held in German (1526), etc.

¹ Source : *Le Courrier*. 25 October 2003

² According to Prof. Valentine Zuber (Michel Servet, entre mémoire et histoire) it was a timely attempt, before the celebration of Calvin's 400th anniversary, at whitewashing

³ « fils respectueux et reconnaissants de Calvin ... mais condamnant une erreur qui fut celle de son siècle et fermement attachés à la liberté de conscience selon les vrais principes de la Réformation et de l'Évangile nous avons élevé ce monument expiatoire ».



Martin Luther

In addition to his writings, there remains also Luther's music

He admired all forms of music and composed religious songs, He introduced to the evangelical church one and two-voice hymns in the vernacular that were sung by the entire congregation. These hymns came to form the basis of the protestant liturgy and their influence on the development of German music was to be felt for many years, as can be observed by their essential role in the works of Jean-Sebastian Bach.

He was not, however, always without stain – but that is another story.

To end on a positive note

Bossuet, a 17th century Catholic bishop, traced a parallel between the two leaders of the Reformation and declared that carried by their success, they were both able to lift themselves above the authority of their fathers. Bossuet, Is referring to the Fathers of the Church, men such as Irenée of Lyon and Augustin d'Hippone. It was obvious to all the Reformers that the Bible was primordial, to be distributed everywhere and available to everyone – which would favour the alphabetisation of the protestant countries.

Odette FOU DRAL

(translated by E. Belchamber)



CRUISING DOWN THE RIVER ...

I use these words to introduce a friend who lived a very special experience during the second world war. He was neither a hero nor a victim. Just a young man who had a rather exceptional and largely unknown job.

At the end of an AFICS Committee meeting, my curiosity was roused by a small blue book with a Swiss cross on the cover. Inside there was a photo of a young man, just 17 years old, in uniform, his cap tilted slightly to the right, his bright eyes fixing the camera, and different texts, paragraphs, stamps, all in German. My knowledge of this language is more than limited, so Roger, since we are speaking of Roger, gave me some explanations. Roger (in order to respect his privacy, we will use only his first name) could see no interest in writing anything about this period of his life. However, after much persuasion, I and other friends managed to make him change his mind.

Europe was in pieces because of a senseless war. On 27 October 1941, Roger, a Swiss citizen with a French mother, enrolled in the Swiss fleet on the Rhine and started a four-month course on the training ship, the *Leventina*, anchored in the port of Basle. Discipline was military, gym at 6 a.m, cleanliness, daily scrubbing of the deck, learning carpentry and mechanics, handling cords, ropes, swimming, classes in maritime law and the code of navigation on the Rhine, as well as the special measures because of the war. The trainees had to learn to cook for the personnel on board as well as possible visitors. The Swiss fleet comprised two diesel vessels, the *Uri*, 3'600 cv, and the *Zurich*, 2'400 cv, steam boats, the *Berne*, the *Luzern* etc. as well as a number of barges, all with poetic names, 21 having been baptized *Edelweiss* followed by a number.

PV. After your training, Roger, which vessel did you board?

Roger. As a trainee, I was given my first posting on 4 March 1942 on the *Marignano*, a 1'500 ton tanker, 90 m. long and 11 m. wide. There was a crew of a captain, a sailor and two trainee seamen. We were blocked at Dordrecht in the Netherlands after transporting petrol, and my mate and I had to return by train. The journey from Rotterdam to Basle took two days because of the bombing in July 1942.

PV. So you were left without a ship?

Roger. Not for long. After a brief assignment, I was posted for almost a year on *Edelweiss 15* which transported coal between Germany and Switzerland. Depending on the level of the Rhine, we were obliged to stop at Strasbourg, instead of Basle from where we could reach our own country. After this I was attached to the port, on an old mine sweeper, the *Unterwalden*,, dating back to the first world war, with a captain and a mechanic. We would fetch barges either from Kembs in Germany or from Huninge on the Rhine canal, where there were still some towpaths.

PV. How did you cross the border?

Roger. I learnt to be patient. The *Wasserschütspolizie*, the German river police made us wait a long time in the international zone during their controls. Relations were bureaucratic but fairly normal. The police officers were not all Nazis, and as everyone had to survive during wartime there was a lot of bartering, bread, potatoes, butter exchanged for cigarettes.

PV. What about your last trip?

Roger. In summer 1944, on the *Rabiusa*, a motor boat. Funnily enough, the Germans called these vessels the "Italiens" because they all had Italian-sounding names. In August we were going to fetch coal briquettes At Veseling, 20 km from Cologne. The allied troops, mainly American, were already engaged in some hard fighting in that region, and we lost two people during an air attack. There was a lot of bombing and two tankers exploded on the German mines.

PV. And what was everyday life like on these boats?

Roger. Everything was ruled by sounds, whistles, horns. When the bell rang the *Gotesnam* to signal that the convoy was ready to leave, everyone took off their hats to wish each other a good journey. The Swiss flag was hoisted on the mast, but strangely enough when navigating at night it was replaced by a petrol lamp although there was total black-out. We had special ration cards as our work was considered to be strenuous, especially when we had to turn the capstan.

PV. How did this period end?

Roger. The level of the Rhine fell by 12 m., the bridges and locks were destroyed, the river banks were devastated, and the countryside apocalyptic, with the civil populations fleeing from the horrors of the war. Navigation on the Rhine was forbidden. We were rounded up, in Switzerland, in a camp which we had to build ourselves. I resigned in January 1945.

PV. What did you learn from this experience?

Roger. I learned to be patient, to hate conflicts, to respect differences, and to be measurably optimistic even when man goes astray.

PV. Thank you, Roger, for sharing these memories which may throw a different light on an unknown aspect of life during the second world war. But I'm sure that you have a lot more stories that would interest our readers.

Roger. Just anecdotes to be shared only between seamen.

Pierre VANGELEYN after listening to Roger

(translated by E. Belchamber)

OF CABBAGES AND KINGS

How to Get a Clean Desk - II or Where was I ?

Well, Shakespeare gave alternative titles like *Twelfth Night* or *What You Will*, so why can't I ?

It is the fashion in modern times to produce a follow up to anything and everything, Thus we had Jaws I and then we had Jaws II. Never let it be said that I am falling behind the times. Hence it seems incumbent on me, having produced *How to Get a Clean Desk* to produce a Mark II. But I realize, to my amazement, that the theme really seems to be: *Where Was I ?* So I decided on that as my title and ended up with two.

Now, where was I ? Yes, I was taking you on a tour of my desk and had just reached the top left hand corner, in fact the starting point. I am going round clockwise so let's imagine the starting point to be 9 o'clock.

Well, the first object is a telephone. I had explained that to you and I do hope you remember it all. The next object is a reading light which swivels round. Actually, it doesn't because if you try to swivel it, the lower part of it which juts out, collides with the wall. Move the lamp further away from the wall, you will tell me. And let me tell you that in arranging your desk, it is imperative to keep the maximum amount of space free; therefore you must keep the light as close to the wall as possible. Then it follows as the night the day that it cannot swivel. Let me admit straight away that this is a handicap; you might as well have a non-swivelling lamp.

Another handicap is that it has a special halogen bulb. Whenever this gives up the ghost, I have to carry the whole lamp to the electrician who in fact has closed down so he isn't there. I will have to get a new lamp altogether. It won't be able to swivel and will have an ordinary bulb such as I had when I was young.

Continuing the tour of my desk, the next object we come to is a row of books. Starting from the left we have two rather solid books: *Chambers Twentieth Century Dictionary* bound in blue simulated leather, and *Chambers Thesaurus* bound in brown simulated leather. You will say: That's a clever idea, having those books ready to hand. All you have to do is stretch your arm and pluck out the Dictionary or the Thesaurus, as the case may be. Well, not quite. The pressure of things you don't want but cannot throw away has decreed otherwise. Right in front of these two books is a black box about six by three inches and three inches deep. It contains a heavy glass paperweight, duly inscribed, presented to me by the Indian Merchants Chamber (no connection with Chambers Dictionary or Thesaurus but 'Chambers' do seem to be playing an important role in my life) who had foolishly invited me to give a talk and I had even more foolishly agreed.

On top of this black box sits a clock with a black face and white numbers. (Very useful when I'm giving you a clockwise tour of my desk.) It was advertised as a Swiss Army clock; as I already had a Swiss Army knife it seemed only natural to acquire a clock to go with it. The black box with the souvenir and the clock sitting on it effectively barricade the books. If I want to consult them, I have to stand up and lift the book straight up, then repeat the performance the other way round to put it back. No easy plucking out over here.

I now face a serious problem. In my tour of my desk, I have reached 12 o'clock, but I have finished my allotted time for this article. So I can either cut short my tour here and now; or I can prolong this article no doubt ensuring that no one will read it; or I can postpone it to a *How to Get a Clean Desk III*, no doubt ensuring that people stop reading C & K altogether.

Well, one thing is certain; all of you have had more than enough of this for now, so let's opt for alternative three. Perhaps the editor will take pity on you and reject it all anyway.

Aamir ALI



COMPUTERS FOR BABIES

To follow-up on my last article on Computing for the Elderly, imagine my surprise to see the other end of the scale being targeted. And I refer to computers for babies of three years.

Recently I went with a friend to a famous toy shop on the route Suisse, in the business area of Etoy. Until then, I had only heard of fairyland. But in this shop, there was every conceivable 'toy'. When I was young, most of the stuff on sale there had never even been thought of, yet alone available, no matter what the price.

I was totally fascinated by the variety of toys and play things on display. My friend noticed my amazement. Taking me aside, she said she would show me something unbelievable. And to my utter surprise there were computers for babies as young as 3 years old. I could not believe my eyes. There in front of me was a large array of plastic, highly coloured computers marked for the "age 3 to 5 years"! These ranged in price from 40 to over 100 francs. I investigated and found some even were equipped with CD facilities. The assistant, seeing my disbelief, assured me they worked!

I was reminded of my earlier article promoting computers for the elderly!

The mind boggles at the thought of a three-year old spending his time on a computer because he certainly has plenty of time on his hands at that age! Like some of the elderly perhaps? The difference would be that the tinies don't have a lot of choice when a computer is put in front of them, because their natural childish curiosity will come into play. And that is the operative word here. Play! Whereas the elderly, if they play with computers, are filled with an inner fear that they may delete something important; quite irretrievable, indeed irreplaceable! But a kiddie would not have that concern.

Many questions come to mind: Can it be a good thing to put babies on computers? Are we not pushing them too soon into an adult world where rattles and cuddly toys belonged? Will those soon go out of style? Are we creating a place where babies enter a world of technology before their time?

With the advent of calculators, we saw them eventually admitted into schools, meaning kids did not have to do their sums in their heads any more. Unlike we elderly folk! And, too, shorthand these

days is considered "too difficult to learn" by the young! So how then, did we learn it?

Clearly we have a younger generation not so capable, able and willing, as we were. But let's turn to the world of computers for babies.

On the positive side, believing there is one, if a baby is thrown into the world of computerization, by the time he is ten, he will be able to go to work as a computer expert! More unemployment might ensue and competition would be rife. On the other hand he will be far better versed than we were at his age, because of the wealth of knowledge that can be gleaned from the Internet.

On the negative side, will there be health problems when babies concentrate for long hours on computer screens? And will some mothers think that because their baby has something attracting his avid attention, he won't need a baby-sitter, because he will be becoming fast, more superior in intellect than the sitter, hence no longer considered a kid?

Will these computers signal the end of baby-hood as we know it? Will any child want to play hopscotch rather than sit in front of a screen where they can learn more? Almost all children are anxious to become adults. On the economic side, what will happen to the millions of other acceptable toys from the past - electric trains, dolls and their clothes, balls, fun things, fluffy toys and comfort blankets?

Now, I relate this to the elderly computing. Are we rushing into a world where the grandparents know less than the babies? If we are, we are creating a problem. Children generally learn from their grandparents who, in turn, enjoy just being with them. It is an automatic love that should involve respect. But how can the young respect those who know less than they do, and who know little or nothing about computers, which will have become an integral part of their lives? And most children will rather spend time on a computer than with an old person.

A totally unnecessary fear seems to be gripping many of the older generation, who learnt, in spite of two world wars, to use electric typewriters, photocopiers, produced screeds on stencils, learnt shorthand and speedwriting, then managed to move into the world of mobile phones. But unless they learn how to master computers, all that I write will come to pass.

We oldies are sliding out of the position of being able to teach and coach the young, because they can do more and know more than we do! We have reversed the roles! Is that perhaps the reason there is so little respect for the elderly these days?

I cannot impress upon my counterparts how highly important it is that we master the computer. You may laugh at my words. But you might also remember them when you find you cannot pay bills in the old way any more. And realize that it has been possible since a long time to pay them in the comfort of your own homes. And recognize that Banking online is foolproof. Much more secure than walking your money to the post office to pay bills. You are becoming the prime targets of pick-pockets and thugs. This is not the same world any more. I don't think one of the older generation would argue that point....

Advice? Go out and get yourself a laptop. Take a few lessons. Prove to yourself you can still do these things. Others in their 70's, 80's and even 90's, are learning and having a whale of a time joining in today's lifestyle.

For the lonely it is a boon. You can email friends at any time of the day or night. You get mail each day if you generate it. You learn many things and can even read books instead of purchasing them. You can play games like scrabble and Chess. It's a second mailbox! Most agree, no matter what their age, that they would rather give up their phones than their computers.

Alas I can think of no more to write to try to convince you that you must get on the bandwagon. Look at your AFICS List of Addresses. Scores and scores of us have email addresses. So you already have hundreds of contacts!

Joy PATTINSON



HUMOUR

PUNCTUATION IS EVERYTHING

An English professor wrote the words :

A woman without her man is nothing

on the blackboard and asked his students to punctuate it correctly.

All the males in the class wrote : **"A woman, without her man, is nothing"**

All the females in the class wrote: **"A woman: without her, man is nothing"**.

EXERCISE FOR PEOPLE OVER 50

Begin by standing on a comfortable surface, where you have plenty of room at each side. With a 5-kg potato sack in each hand, extend your arms straight out from your sides and hold them there as long as you can. Try to reach a full minute, and then relax. Each day you'll find that you can hold this position for just a bit longer. After a couple of weeks, move up to 10 -kg potato sacks. Then try 25-kg potato sacks and then eventually try to get to where you can lift a 50-kg potato sack in each hand and hold your arms straight for more than a full minute. (I'm at this level.) After you feel confident at that level, put a potato in each sack.



BOOK REVIEW

A.S Bhalla¹: *Royal Tombs of India- 13th to 18th Century*, 152 pp., 87 colour photographs and 10 drawings (Ahmedabad: Mapin Publishing and Ocean Township:NJ:Grantha Corporation) (2009). (Price: Rs, 1,850, US\$65 or 35 pounds sterling)

The book traces the history of royal tombs: from the ancient Egyptian pyramids, Greek and Roman mausoleums and Chinese royal tombs, to the Islamic royal tombs of Central Asia, Pakistan and India. The Islamic tombs in the sub-continent include those built by the pre-Mughal rulers of the Slave, Khalji, Tughluq and Lodi dynasties as well as those by the Qutb Shahi sultans and Mughal emperors such as Humayun, Akbar, Jahangir and Shah Jahan. The opening chapter of the book provides a short history of royal tombs. The second chapter traces the evolution of Islamic architecture in India. It examines the differences between Hindu and Islamic architecture as well as the Hindu and Persian influences on the latter architecture. The third chapter traces the history of Slave, Khalji, and Tughluq dynasties and describes the Slave tomb of Iltutmish (New Delhi) which is believed to be the first Muslim tomb built in India. Chapter 4 describes the Sayyid and Lodi tombs in the Lodi Gardens in New Delhi, and Chapter 5, the Qutb Shahi tombs of the Deccan sultans. Chapter 6 on the Mughal tombs is the longest and most interesting chapter of the book presenting mosaics, frescoes and *muqarnas*.

Pre-Mughal and Mughal styles of architecture are compared and contrasted. The author shows that Mughal art and architecture, especially starting with Akbar, is far superior and richer in ornamental decoration than the pre-Mughal Afghan style. Mughal architecture is discussed in terms of religion, political power and love and passion of emperors for their consorts (Taj Mahal is a classic example of this).

The book can be obtained in the UK and Europe through Marston Book Services Ltd. (UK) and in North America, through Antique Collectors' Club (Easthampton, Mass. USA).

Ita MARGUET

¹ Ajit Bhalla held different managerial positions in the ILO. His book was officially launched in New Delhi on 1 October 2009, and later in the United States.

NOUVEAUX MEMBRES NEW MEMBERS

| | | |
|---|--|---|
| ACOSTA MORENO Roberto # (UNFCCC) | Friedrichallee 7, DE-53173 Bonn | 0049 228 3728 766 roberto.acosta@gmx.de |
| BARTEL Brigitte (UNHCR) | Chemin Moise Duboule 37 CH-1209 Petit-Saconnex | 0041 22 798 8903 |
| CHEVALIER-SHARLAND Susan (ILO) | 5 Victory Way, GB-Bridlington YO16 4EN | Susan.chevalier@bluewin.ch |
| COUROUX Michel # (UNCTAD) | 70 rue du Plessis FR-45270 Quiers sur Bezone | 0033 238 901 331 |
| DE ZOYSA Isabelle # (WHO) | Rue Calvin 4, CH-1204 Genève | 0041 22 751 0033 |
| EBBESSEN Kristin (UNEP) | Rue Jean Violette 23 CH-1205 Genève | 0041 22 321 7350 |
| FERNANDO Debzil # (UNV) | 10 Parc de Villard FR-01210 Ornex | 0033 450 404 608 |
| GYGER Liliane # | 17 B chemin Charles Borgeaud CH-1212 Onex | |
| HABIB MAKAR Magdy # (UNCTAD) | Parc Martin Pêcheur 14 CH-1226 Thônex | 0041 22 348 3002 m.makar@sunrise.ch |
| MESLI-PETALAS Suzanne # (UNHCR) | Place des Aviateurs 4 CH-1229 Plan-les-Ouates | petalas@infomaniak.ch |
| MEZIDI-GANASSALI Christiane # (UNOG) | Chemin Briquet 24 CH-1209 Genève | 0041 79 342 5903 |
| MORCH Hanne # (UNICEF) | Enghave Plads 23, st.tv. DK-1670 | hmorch@teliamail.dk |
| PRISER Marie-Christine (UNECE) | 176 rue Santos-Dumont FR-83320 Carqueiranne | 0033 494 129 852 jean-pierre@priser.org |
| ROBERTS Susan # (UNECE) | Chemin du Daru 43 CH-1228 Plan-les-Ouates | 0041 22 770 825 suerica@hotmail.com |
| SABHARWAL Narendra K. (WIPO) | Chemin des Coudriers 42 CH-1209 Genève | sabharwalnk@windowsonline.com 0041 22 788 9234 |
| SARACENO Benedetto (WHO) | 50 rue des Campanilles FR-01210 Ornex | 0033 450 207074 benedetto.saraceno@gmail.com |
| SCHWARZ Linda (WIPO) | Route de Frontenex 39B CH-1207 Genève | 0041 22 735 5212 lindaschw@yahoo.fr |
| SEGESVARY Victor # (ITC) | Via Cantonale 6, CH-6900 Lugano | 0041 91 921 3615 segesvary@ticino.com |
| SISANTE SPAETI Elvira # (UNECE) | Chemin des Colombettes 19 CH-1202 Genève | 0041 22 734 4841 elvira.sisante@bluewin.ch |
| SKERRETT Don # (ILO) | 170 avenue des Thermes FR-01220 Divonne-les-Bains | donskerrett@yahoo.ca 0033 450 201 656 |
| STEINER Alba (WIPO) | 97D chemin de la Planche Brûlée FR-01211 Ferney-Voltaire | 0033 450 421 974 albasteiner@hotmail.com |
| WHALEY J. David (WHO) | La Fruitière, 9 rue du Soujet Ecorans, FR-01550 Collonges- Fort l'Ecluse | David.whaley@wanadoo.fr 0033 450 594 258 |
| ZANDEE Dirk W. # (UNCTAD) | Rep. De Cuba 1489/503 Providencia, Santiago, Chili | Dirk.zandee@yahoo.com |

CHANGEMENTS D'ADRESSE CHANGES OF ADDRESS

| | | |
|---------------------------------|---|--|
| AKHTAR-MEDIK Carla | Chemin du Pommier 30 CH-1218 Le Grand Saconnex | 0041 22 788 1254 carla.akhtar@bluewin.ch |
| BALLANTYNE Edith | Résidence Colladon Chemin Colladon 7, CH-1209 Genève | 0041 22 730 7364 edibal@bluewin.ch |
| BARBARIN Simone | C/o Pierre Carasso Route de Mandement 121 CH-1242 Satigny | |
| BAUSSANT Liliane | La Colinière, 10 chemin de la Rutte FR-74200 Thonon-les-Bains | |
| BURKE Joanne | 10 Newlyn, Oatlands Avenue 69 GB-Weybridge, Surrey KT13 9TL | jburke12002@yahoo.com |
| BURKE Judith | | judybu22@hotmail.com |
| CHRISTIAENS Louis | Chemin de la Tour de Champel 12 CH-1206 Genève | 0041 22 346 5830 louischristiaens@hotmail.com |
| DELL'OMO Daniel | Résidence Parc Jean Monnet 181 rue du Parc Jean Monnet FR-01630 Saint-Genis-Pouilly | |
| FERCOVICH Claudine | Impasse de la Condémine 1 CH-1687 Vuisternens-devant-Romont | cfercovich@gmail.com 0041 26 422 1783 |
| GORDON Christiana | Villa Bonheur, 107 chemin d'Aguerria, Quartier Acotz, FR-Saint Jean-du-Luz | |
| HOLLINS Barry | Chemin la Parisaz 8 CH-1291 Commugny | barryhollins@gmail.com |
| ISCHER Ginette | Apartado de Correos 14 ES-30370 La Manga (Murdiq) | |
| JETZINGER Renate | Alharting 40 DE-94532 Ausserzell | |
| LAMBERT LAMOND Yolande | C/o Mme Françoise Dorsaz Route de Jussy, CH-1254 Jussy | |
| MACKIE Isabella Harra | 1 Marlborough House 26 St. John Street GB-Lichfield, Staffs WS13 6PB | 00441 543 254875 ishbelmachie@aol.co.uk |
| MALCOTTI Jean-François | Avenue de Bietschhorn 35 CH-1950 Sion | 0041 27 2030 957 |
| MATHIEU Albert Leon | 17 place Xavier Ricard FR-69110 St Foy les Lyons | |
| MOREL Joyce | 10 route du Pain de Sucre FR-01420 Surjoux | |
| NAHON Jane Mary | Domaine des Arales 110 rue de la Canne, FR-74140 Loisin | |
| PEREZ Rita | C/o François Perez Rue de Vermont 50, CH-1202 Genève | |
| PETERS Meredith | Via Turati 55, IT-81100 Caserta CE | meredithpeters80@yahoo.com |
| RAADI-AZARAKHCHI Soussan | Chemin des Coudriers 46 CH-1209 Genève | soussanraadi@gmail.com |
| ROBERTSON Susan | 205 N. Lake Shore Drive, Apt. 1406 US-Chicago, It. 60611 | serobertson09@gmail.com |
| SCHRAGE Wiek | Ul.Przebudzenia Wiosny 2 PL-05-540 Zalesie Górne | 0048 22 756 5574 wiecher.schrage@yahoo.com |

| | | |
|-----------------------------|---|---|
| SOLANO Adriana | C/o Me R. Burkhard Boulevard Georges-Favon 13 CH-1204 Genève | |
| STAUFFER Gisèle | C/o M. R. Stauffer Place des Augustins 15 CH-1205 Genève | |
| STRANAGHAN Margaret | 26 avenue de Vessy FR-01210 Ferney-Voltaire | 0033 450 424610 maggie3453@yahoo.co.uk |
| TEDESCO Sabato | Viale Cassone 4 CH-6963 Pregassona | Sabato.tedesco@bluewin.ch |
| VENKATESWAR Krishnan | Parc des Mayens 60 CH-1218 La Grand-Saconnex | 0041 22 7010 305 kvgeneva@yahoo.com |
| VICKERS Jeanne | Résidence Colladon, apt. 564 Chemin Colladon 7 CH-1209 Genève | 0041 22 730 7564 vickers@iprolink.ch |
| WILSON Arnaud | 6 Chemin des Cotes FR-74100 Ville-la-Grand | 0033 450 845 155 |



ILS NOUS ONT QUITTES THEY HAVE PASSED AWAY

UNOG – ONU GENEVE

| | |
|--------------------------|------------|
| BECKER Hiltrud | 24 07 2009 |
| BÉRARD Juliette | 27 09 2009 |
| CORBEEL Laurence | 27 07 2009 |
| DILLOWAY Archie James | 23 07 2009 |
| DORLEY Femore | 18 11 2009 |
| EL HAJ Charles | 25 07 2009 |
| GITTA Adrien | 26 09 2009 |
| GRANGER Jacqueline | 15 06 2009 |
| HUNKELER Marie-Thérèse | 20 10 2009 |
| KHALIL Nour Eldin | 18 05 2009 |
| KRAHENBUHL Cécile | 09 05 2009 |
| LARA Mercedes | 11 05 2009 |
| LOPEZ M. | 25 07 2009 |
| MANGAN Margaret E. | 13 10 2009 |
| NGIRABINEGO Pierre | 09 05 2009 |
| PATRUCCO Esther M. | 15 10 2009 |
| PICARD Simone Roland | 01 06 2009 |
| SACCILOTTO Guido | 07 03 2009 |
| SAENGER André Eugène | 11 11 2009 |
| SCHEIDEGGER Maud Yolande | 07 06 2007 |
| SCHWAB Maurice | 31 08 2009 |
| TOURE Cheick | 21 11 2009 |

UNHCR

| | |
|---------------------|------------|
| AWAD-MOHAMED Azhari | 24 04 2009 |
| BOZOVIC Darko | 05 08 2009 |
| MIHAYO Michael T. | 15 01 2009 |

UNPA – APNU

| | |
|---------------------|------------|
| MAJA Kitva Marjukka | 10 05 2009 |
|---------------------|------------|

GATT

| | |
|----------------|------------|
| LUCQ Jean Marc | 03 06 2009 |
|----------------|------------|

ILO – BIT

| | |
|--------------------------|------------|
| ABDOURAHIM Moustapha | 23 12 2008 |
| BABA Sli Quattara | 27 12 2008 |
| BOSSON Arlette | 12 09 2009 |
| BRACCO Anna Maria | 16 07 2009 |
| CHARPENTIER Françoise | 10 05 2009 |
| DORLAND O. | 05 08 2009 |
| DOSS Rafik | 22 09 2009 |
| ESPINOSA Justiniano | 22 05 2009 |
| FRASER Dorothy | 10 10 2009 |
| GONOD Pierre F. | 02 07 2009 |
| HAMOUDA Khalil A.G. | 30 05 2009 |
| KAECH Julien | 24 09 2009 |
| KRUMMEL Carl | 30 05 2009 |
| KUMIN Howard J. | 12 06 2009 |
| PARATORI Bevilacqua Carl | 15 06 2009 |
| PEREIRA Patricia | 21 05 2009 |
| PEREZ Bernardino | 21 11 2009 |

| | |
|-------------------------|------------|
| PEIRIS Daisy Helen | 02 08 2009 |
| POSTLETHEWEIGHT Charles | 31 07 2009 |
| REID Janet | 18 05 2009 |
| TRISTRAM Norman | 04 06 2009 |
| TUAL S. | 22 03 2009 |
| VANEK Margaret | 16 09 2009 |
| VILQUIN Achille | 16 06 2009 |
| WALKER Kenneth F. | 12 02 2009 |
| ZOTOVIC Bosko | 13 07 2009 |

ITU – UIT

| | |
|---------------|------------|
| FULLER Thomas | 23 06 2009 |
|---------------|------------|

WHO – OMS

| | |
|--------------------------|------------|
| ARREAZA Nelia | 22 08 2009 |
| ASHWORTH A. | 15 05 2009 |
| BISHT Desh Bandhu | 16 04 2009 |
| BUCK Alfred A. | 14 07 2009 |
| BUFFET Marcelle | 10 09 2009 |
| CHARNES Virginia | 01 07 2009 |
| CHU Kuang Yu | 04 07 2009 |
| DAHL Phyllis | 20 10 2009 |
| DORDEVIC Petar | 17 06 2009 |
| DOSS Richard Hallock | 02 07 2009 |
| FERREIRA Maria Helena | 07 06 2009 |
| FIGUERAANDU Socorro | 13 06 2009 |
| GALAL GORCHEV Hend | 01 05 2009 |
| GONDHA Devi | 07 03 2009 |
| GUZMAN Miguel | 01 12 2008 |
| JIMENEZ Rosemary | 05 07 2009 |
| JUTSUM P.J. | 28 05 2009 |
| KIRANOGLU S. | 22 06 2009 |
| KOSAKA Kazushiige | 23 07 2009 |
| KROEZEN Pia Françoise | 04 07 2009 |
| LABBEN Mahmoud | 23 08 2009 |
| LEE Edwin W. | 04 05 2009 |
| LOPEZ MOLINA D. | 06 04 2009 |
| MAMSER Akram Ali | 13 05 2009 |
| MAZEN Ahmed Kamel | 19 08 2009 |
| MEENA George | 26 06 2009 |
| METCALFE Edna V. | 24 08 2009 |
| MWAMBAZI Wedson C. | 28 07 2009 |
| NASSER Sa Ada | 02 08 2009 |
| NEWA NGUNU Marguerite B. | 13 05 2009 |
| PARKINSON Arthur David | 28 04 2009 |
| POBEE Joseph Orleans M. | 10 07 2008 |
| PONCE Jose E. | 08 06 2009 |
| PRIKAZSKY Vikto | 23 06 2009 |
| RAJOHNSON Jean H. | 27 04 2009 |
| RANI Kanta | 22 07 2009 |
| RAO A. Mohan | 01 07 2009 |
| RESNIK Abraham | 11 12 2008 |
| RODRIGUEZ ALONSO F. | 17 08 2009 |

| | |
|--------------------------|------------|
| ROJAS Georgina Z.B. | 16 05 2009 |
| ROZARIO Clement | 14 06 2009 |
| SALCEDO E. | 19 07 2009 |
| TAPSOBA Joseph | 26 03 2009 |
| TESSEMA Mulunesh | 06 08 2009 |
| TRABOULGA T. Jean-Pierre | 02 06 2009 |
| WATTERS Zoila Berta | 07 06 2009 |
| WILLIAMS Hodson | 24 06 2009 |
| ZALESZCZANSKA Olga | 13 06 2009 |

WMO – OMM

| | |
|--------------------------|------------|
| BOUM Yerima | 25 02 2007 |
| CHABAN KABAKIBO Abdul W. | 29 07 2009 |
| KRONEBACH Georges W. | 21 07 2009 |

WTO – OMC

| | |
|---------------|------------|
| SCHMIT Janine | 18 11 2009 |
|---------------|------------|

UNHQ – ONU NEW YORK

| | |
|---------------------------|------------|
| ADEDE Grace | 29 04 2009 |
| BOEN Fon Fan | 31 07 2009 |
| CABRERA-QUEZADA Dora | 06 08 2008 |
| CAMPBELL Beryl | 27 04 2009 |
| CARRINGTON Cober Jean | 20 06 2009 |
| CONNOR Josphe E. | 06 05 2009 |
| CORWIN Phillip | 23 03 2009 |
| DEBILLY F. | 20 06 2009 |
| DOADE Jackson | 21 03 2008 |
| DOERNER M.E. | 10 08 2009 |
| FINCH Ernest | 02 05 2009 |
| GABRE-SALLASSIE Zewde | 15 12 2008 |
| GALVAN Prospera | 08 05 2009 |
| GALVEZ Lucienne Eugenie | 30 08 2009 |
| GRANGER Jacqueline | 15 06 2009 |
| GUARINO Salvatore | 17 07 2009 |
| GUNASEKERA Hitihamy | 04 06 2009 |
| HANHAN Alicia | 29 07 2009 |
| HOFFMANN R. | 22 08 2009 |
| JONES E.M. | 25 01 2008 |
| KATZ Kate | 20 08 2009 |
| KIRSCH Stanley Meyer | 29 04 2009 |
| KUSEN Peter | 13 06 2009 |
| LONG Jay H. | 22 06 2009 |
| MAHGOUB A. | 26 05 2009 |
| MATTHEWS D.H. | 21 07 2009 |
| McNEE Jeanette | 20 05 2009 |
| MILLER Danzel | 07 07 2009 |
| MURPHY Hugh | 21 07 2009 |
| MUTTER Letitia N. | 22 05 2009 |
| NIEDZIELSKA Nadia | 12 06 2009 |
| OUSSINI C. | 01 05 2009 |
| PALIT Bina | 28 03 2009 |
| PATEL C.B. | 11 07 2009 |
| PEREDA Teresa | 05 07 2009 |
| REDHEAD F. | 01 08 2009 |
| SALEEB Shafeeki | 15 06 2009 |
| SCHMIDT Catharina Johanna | 09 07 2009 |
| SCOTT C. | 12 06 2009 |
| SHAMSEE M.A. | 15 07 2009 |
| SOBRINO Jose | 03 07 2009 |

| | |
|------------------|------------|
| SUTANTO Tato | 09 08 2009 |
| WEIL Ira | 20 06 2009 |
| WOLFF Karl Fritz | 28 07 2009 |

ECLAC – CEPALC

| | |
|-----------------------|------------|
| ALCANTARA Heriberto | 20 05 2009 |
| BRIONES Cirilo | 23 07 2009 |
| ESPINOSA Israel | 05 07 2009 |
| FELL Santiago | 19 06 2009 |
| FERNANDEZ Monica | 19 06 2009 |
| SALAZAR Jaime | 22 06 2009 |
| VITERI DE LA HU Jorge | 15 08 2009 |

FAO

| | |
|--------------------------|------------|
| ABOU ZEINA Mahmoud H.G. | 13 07 2009 |
| ALLAN Olive | 31 05 2009 |
| ALVAREZ JERVIS Ivon Fred | 18 08 2009 |
| AWUNI Tongo | 16 02 2009 |
| BADRA Taysir | 15 02 2009 |
| BELLON François | 23 04 2009 |
| BERNHEIM Pierre | 19 09 2009 |
| BLESSICH Felice | 03 07 2009 |
| BROOKS D. | 21 04 2009 |
| BUFFET-BOSSEAU Georgette | 18 07 2009 |
| CECUTTA G. | 09 05 2009 |
| CHRISTY Franci Taggart | 19 06 2009 |
| CORVALAN-MORALES Antonio | 30 05 2009 |
| FORTUNESCU Carolyn | 19 07 2009 |
| FRENEY Thomas M. | 20 08 2009 |
| GEAR Donald | 29 06 2009 |
| GUIDOBALDI Caterina | 28 05 2009 |
| HODES-CASTELLANI Ruth U. | 01 07 2009 |
| ISKANDER Farid | 25 06 2009 |
| JACKSON James K. | 25 06 2009 |
| KELLY Laurence | 02 07 2009 |
| KITAGAWA Fukue | 23 07 2009 |
| LAWLOR Mary J. | 10 06 2009 |
| LY B. | 22 07 2009 |
| LYMAN Kingsley | 26 05 2009 |
| MAPPI C. | 15 06 2009 |
| MARZOCCA Ugo | 30 05 2009 |
| MOCZARKI Yolanta Maria | 10 08 2009 |
| MUTH Edward Leo | 03 06 2009 |
| MUTSAERS A. | 19 07 2009 |
| OSBORNE R. | 25 05 2009 |
| PERUCCACCI Enzo | 03 06 2009 |
| PIQUER George Jen | 05 07 2009 |
| SANTORO Antonio Mario | 27 06 2009 |
| SHERATUN Begum | 23 05 2009 |
| SLOTH BLAAUBOER Catinka | 04 06 2009 |
| STEIN Paule | 22 07 2009 |
| TALUKDER Naresh Chandra | 14 06 2009 |
| URZUA Sergio A. | 22 08 2009 |
| VALERA Belix Olivar | 02 07 2009 |
| VAN VAERENBERGH Robert | 25 07 2009 |
| VONGVANDARATH Tac Than | 13 05 2009 |
| ZAMPIERI A. | 27 07 2009 |

| | | | |
|---------------------------|------------|-------------------------|------------|
| IAEA – AIEA | | | |
| BLASCHE Patricia E. | 27 08 2009 | ADOUM J. | 03 07 2009 |
| NITSCH Liselotte | 16 05 2009 | ARIZASENA Aruma T. | 27 06 2009 |
| WORELL Ilse | 11 08 2009 | BALAKRISHNAN Ramanujam | 25 06 2005 |
| | | BEGOUEN DEMAUX Florence | 03 07 2009 |
| | | BERVILLE Simone | 06 06 2009 |
| | | BROLIN Karl G. | 29 06 2009 |
| | | COTTA Marie M. | 27 07 2009 |
| ICAO – OACI | | CUZELIN Jacqueline | 26 04 2009 |
| DJELLOULI Abderrahman | 14 05 2009 | DE LAENDER Jean | 20 05 2009 |
| FIELDING Laurence | 08 06 2009 | DELAUME Suzanne | 10 05 2009 |
| HUGHES Annie Ethel | 09 07 2009 | DIOP Mamadou | 13 07 2009 |
| HYNES William | 12 08 2009 | DURE Louis Emile | 28 06 2009 |
| JACKSON Robert Keith | 03 07 2009 | ELSAS Barbara Anne | 25 03 2009 |
| LARROSA LOMBARDI Jorge J. | 27 06 2009 | GILLE Micheline Berthe | 07 08 2009 |
| PIQUETTE Denise | 16 08 2009 | HARRIS Ronald C. | 15 07 2009 |
| RECASENS Olga de | 26 07 2009 | HOLISTER Geoffrey | 29 07 2009 |
| ROBINSON Russell J. | 21 05 2009 | KALLWASS Gert | 06 05 2009 |
| | | LABENNE Jean Adrien | 21 07 2009 |
| | | NAVEL Denise | 30 06 2009 |
| ICJ | | NIRAMAYA P. | 27 01 2009 |
| SCHOUTEN Johanna | 13 04 2009 | ORDYNIEC Jeanne | 07 08 2008 |
| | | PALADE Laurentiu | 20 07 2009 |
| IFAD | | RADOSAVLJEVIC Danielle | 31 07 2009 |
| WICKREMESINGHE-MARIA S. | 30 03 2009 | RATH Ferdinand J. | 14 08 2009 |
| | | SILVIO Jose | 04 06 2009 |
| | | SMYTH John | 03 06 2009 |
| IMO – OMI | | STENSLAND Maj Elise | 27 07 2009 |
| DIJHOORN Lyda | 27 05 2009 | TEITGEN Geneviève | 11 08 2009 |
| | | YOUNG Lore Ullmann | 30 06 2006 |
| | | | |
| UNDOF | | UNIC | |
| HAMWI Latifeh | 11 04 2009 | DE CHACON Olga | 13 03 2009 |
| | | FILLION O. | 08 04 2009 |
| | | MARSHALL Herbert | 03 08 2009 |
| | | PAKINDJI Kikundji | 07 06 2009 |
| | | | |
| UNDP – PNUD | | UNICEF | |
| ABDUL WAHAB S. | 16 06 2009 | AZIZ Abdul | 12 06 2009 |
| CHHETRI Laxmi Kumari | 04 05 2009 | BISWAS Martha | 16 05 2009 |
| DIOL Samba Yomba | 02 03 2008 | GOULD Johanna | 05 05 2009 |
| HANIF Saiyid M. | 31 05 2009 | HOWLADER J. | 28 07 2009 |
| ISLAM M.D. Rafiqul | 07 08 2009 | JAMES Ajit | 23 06 2009 |
| KHADRIWI H.I. | 29 05 2009 | LEBBIE Josie | 07 08 2009 |
| KONGSUPTO Prathana | 19 07 2009 | SHAWA James R. | 23 05 2009 |
| MALEKI Parviz | 15 04 2009 | U Tun Aung | 25 06 2009 |
| MALHOTRA Des R. | 01 07 2009 | YARTEL Robert | 03 04 2009 |
| MARCIMINO Marcella | 25 08 2009 | | |
| NTADI Mathurin | 21 07 2009 | UNIDO – ONUDI | |
| PAL Sat | 05 07 2009 | FORTUNEY Jean Claude | 19 07 2009 |
| SECK Aminata | 30 12 2005 | POGANY Janos | 05 07 2009 |
| SELEMANE Abdul Momade | 07 05 2009 | RICHARDSON Victor A. | 18 07 2009 |
| THAPA Debi Bahadur | 16 06 2009 | SENEVIRATNE Elmo Louis | 08 05 2009 |
| VARGAS Maria Garzon | 02 03 2009 | TILOT J. | 16 07 2009 |
| YOSUF Mohammad | 15 11 2008 | | |
| | | UNIFIL | |
| UNECA | | ABOU SARI Fadl R. | 27 06 2009 |
| NESEHIT Ketema | 27 03 2004 | AL-ALAM lihaz | 09 07 2009 |
| SPIJKERMAN Jacobus C. | 05 08 2009 | DAMOUNI Nadia A. | 23 06 2009 |
| | | MIHDI Hadi K. | 20 08 2009 |
| | | SIBLINI Miryam | 26 08 2009 |
| UNESCAP | | | |
| CHANGCHING C. | 05 08 2009 | | |
| KRIDAKORN S. | 09 08 2009 | | |
| MATSUMOTO Sakie | 19 03 2009 | | |
| SENEVIRATNE Maureen | 11 08 2009 | | |
| | | | |
| UNESCO | | | |
| ABAD Gonzalo | 13 08 2009 | | |

UNOV
RAMOS Galino F. 17 05 2009

UNRWA
ANDERSEN Verner 08 06 2009

UNTSO
HAMAD Mohammed 24 05 2009

WFP – PAM
FRASER Eric 13 05 2009

Célébration des 100 ans de notre membre Mme Vera Anderson

Madame Vera Edouardovna Anderson naquit le 21 octobre 1909 en Russie. Après la révolution, elle s'installa en Serbie et ensuite en Belgique où elle s'inscrivit à la faculté de commerce à l'Université Catholique de Louvain où elle rencontra celui qui devint son mari et dont elle eut un fils Oleg vivant aujourd'hui au Canada.

Elle devint veuve et dut gagner sa vie. Dans les années 60, elle entra comme dactylo au pool russe de l'UNOG et y travailla pendant 10 ans au terme desquels elle fut pensionnée (1971). Elle rentra ensuite à Bruxelles et vécut seule jusqu'à 90 ans. Une fracture du col du fémur mit fin à son autonomie et depuis lors elle se fait dorloter par le personnel du home du CPAS où elle séjourne.

Une fête de célébration fut organisée en présence du Bourgmestre de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, M. Jean Demannez, de la directrice du CPAS de Bruxelles, de sa fidèle amie Mme Inna Cantou, elle aussi une ancienne du pool russe et d'enfants et petits-enfants de ses amis de jeunesse, Mmes Olga Demine et Véronique Gavriloff. Elle fut abondamment fleurie et gâtée.

Véronique GAVRILOFF

